

La voix de l'opposition de gauche

Le 2 juillet 2019

CAUSERIE ET INFOS

La causerie de juin est en ligne au format pdf, 128 pages. Et si on s'accordait un peu de repos ?

Après l'URSS, le terrorisme, ils ont fabriqué un nouvel ennemi encore plus insaisissable : Le réchauffement climatique !

Et ça marche du tonnerre de dieu ! Pendant combien de temps ? Voyez ce qui se passe au Soudan, en Algérie, au Honduras.

La macération risque encore d'être longue avant de retrouver la voie du socialisme scientifique, mais il ne faut jamais désespérer.

Déjà que nombreux sont ceux qui ont sombré dans le pessimisme, dans l'opportunisme ou qui ont carrément cessé le combat, et qui doivent parfois se demander où ils en sont ou pourquoi quand ils observent le résultat, on imagine que le jour où l'heure de passer à l'assaut du régime aura sonné, ils vont se demander comment ils ont pu être aveuglés ou se laisser manipulés aussi longtemps, eux seuls connaissent la réponse puisqu'ils sont hermétiques à toute explication.

Comme disait Engels (dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, je crois), on ne combat pas des personnes mais une classe sociale, celle des capitalistes, un système économique, le capitalisme et ses institutions, toutes ses représentations idéologiques, aussi je ne vise ou ne juge personne en particulier. Ceux qui me feraient ce procès, en réalité ce sont ceux qui refusent de participer à une discussion loyale.

L'idéologie du réchauffement climatique due à l'activité humaine fait souffler un air torride de réaction sur l'humanité. A entendre ses porte-parole, le capitalisme devrait se réformer et cela aurait un prix, rien que pour la France il devrait déboursé plus de 500 milliards d'euros, or chacun sait qu'il n'en a pas les moyens puisqu'il est déjà en faillite.

En attendant, c'est un excellent prétexte pour justifier d'en faire payer au moins une partie à la classe ouvrière et aux classes moyennes, dont les jours sont dorénavant comptés avec ce foutu réchauffement climatique. Et comme les pays dominés dits aussi émergents ou sous-développés disposent encore moins de moyens pour régler une telle addition ou se conformer au diktat du GIEC ou de l'ONU, c'est un excellent moyen pour freiner leur développement ou mieux le contrôler pour en tirer davantage de profits, de sorte que l'hégémonie des puissances impérialistes occidentales et leurs multinationales ne soit pas remise en cause ou contestée.

Non, le capitalisme ne va pas se saborder ou se suicider, cette imposture est justement faite pour l'éviter. Ils n'ont rien trouvé d'autres que se livrer à une gigantesque destruction planétaire de forces productives et de marchandises déjà produites pour le sauver, équivalente aux destructions qu'auraient causé une nouvelle guerre mondiale, à laquelle hélas ils ont dû renoncer jusqu'à présent, puisque cela trotte quand même dans la tête des fous furieux de l'Otan et du Pentagone ou encore de la Fed, leur maître à tous.

En réalité ces destructions ne seront pas suffisantes et trop lentes à réaliser, d'où la nécessité de nous imposer aussi la régression de notre niveau de vie ou de nos besoins. Aussi, plus que jamais l'abolition du capitalisme est à l'ordre du jour, la révolution socialiste au cours de laquelle les exploités et les opprimés s'empareront du pouvoir politique pour décider eux-mêmes leur destin, l'organisation et l'orientation de la société.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

La "transition écologique", c'est l'instrument de la transition vers le totalitarisme.

L'air de rien, nos ennemis ont testé grandeur nature à l'échelle mondiale l'influence et la capacité de nuisance de leur formidable machine de propagande de guerre tournée contre tous les peuples, et avec un certain succès il faut bien l'admettre, il vaut mieux le reconnaître que faire dans le déni pour mieux la combattre.

Un argument choc à opposer aux dictateurs en herbe, aux fanatiques, aux hystériques de la "transition écologique" :

- Cela ne vous gêne-t-il pas de demander à ceux qui nous pourrissent la vie au quotidien de la mettre en oeuvre, parce que vous croyez vraiment qu'ils en ont quelque chose à foutre de notre bien-être ? Ma parole, vous êtes tombés sur la tête, vous vous êtes laissé manipuler sur cette question comme sur bien d'autres d'ailleurs. Réagissez et réservez vos coups au régime, au capitalisme, à Macron, aux institutions pour les abattre et qu'ils cessent de nuire définitivement à nos intérêts et à la planète.

"Si l'on ne veut pas voir toute la société périr." (F. Engels)

Dans la causerie du 19 mai 2007

- Dans *Anti-Dühring*, Engels écrivait : "*Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail, avec ses contradictions criantes de misère et d'opulence, de famine et de ripailles, nous n'avions pas de certitudes meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et que la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal en point et nous pourrions attendre longtemps.*"

Engels ne croyait pas si bien dire ! La seule conscience de l'injustice et des inégalités croissantes ne suffit pas. Il expliquait ensuite que l'abolition du capitalisme et l'avènement du socialisme n'était pas une lubie ou un caprice, mais une "*nécessité irrésistible*" issue du développement du capitalisme lui-même, "*si l'on ne veut pas voir toute la société périr.*" Et il terminait ainsi : "*c'est sur ce fait, et non dans des idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste que se fonde la certitude de la victoire du socialisme moderne.*" (Editions sociales, page 186) Vaincre ou périr, socialisme ou barbarie. Au diable ou au charbon les théoriciens (c'est la même chose pour eux !) et leurs certitudes véreuses qui nous ont menés où nous en sommes !

C'est toujours difficile d'enchaîner après Engels ou Marx, personnellement je crains toujours de ne pas être à la hauteur et de dire une connerie, cependant un exemple me vient à l'esprit pour illustrer ce qui vient d'être dit. Quand les travailleurs apprennent qu'un actionnaire empoche des millions d'euros alors qu'ils perçoivent des salaires de misère, la question n'est pas de savoir si c'est injuste et dégueulasse, cela l'est et il est inutile d'en discuter, par contre, ce qui est intéressant de mettre en évidence, c'est le fait qu'ils participent activement à la production par leur travail, à la création de richesses, alors que l'actionnaire en est totalement étranger, c'est uniquement un parasite qui est juste là pour leur pourrir la vie et empocher des millions d'euros et dont on pourrait très bien se passer. Si l'on reprend la méthode d'Engels et Marx, on peut aider à faire progresser le niveau de conscience politique du prolétariat et construire un parti. Expliquer simplement la nécessité de passer au socialisme, cela n'a rien de sorcier à ma connaissance, cela vaut bien des centaines d'éditoriaux et de tracts où l'on répète sans cesse la même chose, non ?

Quelques remarques sur le *Projet de programme d'action politique pour la classe ouvrière du POID.*

Quand il affirme que "*la rupture avec la Ve République était naguère la position commune de tous les partis de « gauche »*", par expérience on serait en droit d'en déduire qu'un programme n'engage visiblement à rien, hormis ceux qui y croient, cette mention est plutôt malheureuse et peut se retourner contre leurs auteurs. Le PS et le PCF maintiendront jusque dans les années 80 des références au marxisme ou au socialisme dans leurs programmes, pour entretenir le plus longtemps possible l'illusion qu'ils n'avaient jamais rompu avec leur origine ouvrière lors du premier quart du XXe siècle, et détourner les travailleurs des courants politiques qui luttaient pour le socialisme.

Ils profitèrent du nouveau cycle du capital entamé après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que du développement de la lutte des classes qui était alors favorable à la classe ouvrière, deux facteurs qui devaient s'accompagner d'importantes concessions de la part des capitalistes à la classe ouvrière ou de réformes sociales, qui eurent surtout pour fonction de désarmer le mouvement révolutionnaire et de permettre la reconstruction de l'Etat et de la machine capitaliste en partie détruite pendant la guerre, au point de faire oublier leur reniement ou trahison du socialisme... La combinaison de ces facteurs allait être fatale au mouvement ouvrier, dès lors qu'aucun courant politique ne parviendrait à s'en extirper.

A notre époque, celle de l'impérialisme pourrissant virant au totalitarisme, on ne peut dissocier la rupture avec le capitalisme de celle avec les institutions nationales (notamment), et finalement peu importe qu'un parti participe ou non aux institutions puisque, c'est son orientation ou sa position par rapport au capitalisme qui est en dernier ressort l'élément déterminant ou qui permet de le caractériser. Tous les partis qui n'expriment pas la nécessité de rompre avec le capitalisme, que ce soit dans un programme ou des déclarations à l'Assemblée nationale, doivent être caractérisés d'opportunistes et nous appelons les travailleurs et les militants à s'en détourner.

Revenons au début de cet article.

Cette mention est d'autant plus inappropriée que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses ne figure nulle part dans ce programme. Or, quand un travailleur a participé à la lutte des classes, qu'il a fait grève, participé à une réunion, un meeting, une manifestation, l'instant d'après il retombe sous la coupe de la machine de propagande infernale de la classe dominante et il en oublie de tirer les leçons de cette expérience qui auraient pu lui servir par la suite. Si on demandait où se situe le point de rupture entre le parti et les masses, il ne faut pas chercher ailleurs.

Les lecteurs ou les militants qui sont habitués à fréquenter ce portail ne se retrouvent pas dans cette situation désagréable, du fait qu'on mène la guerre de classe sur tous les fronts à la fois sans exception, ainsi, en principe, on leur fournit la possibilité de demeurer en permanence sur le terrain de la classe ouvrière, on ne tolère aucune faille, ou alors c'est moi qui ait failli ou qui par distraction ait manqué de perspicacité, ce qui peut toujours arriver évidemment, mais en règle générale, je crois qu'on tient bien la barre fixée sur notre objectif et qu'on n'en dévie pas, tout du moins telle est notre farouche volonté.

Dès lors qu'on ne désigne pas et qu'on ne combat pas les instruments qui concourent à influencer les masses, il ne faut pas s'étonner si les travailleurs manifestent des réticences à vous suivre après avoir exprimé leur accord avec votre programme ou son orientation générale. La propagande officielle fonctionne comme un puissant repoussoir qui incite les travailleurs à ne pas s'engager. Comment ? En flattant insidieusement leurs faiblesses que vous refusez d'admettre, mais que nos ennemis connaissent et cultivent quotidiennement non sans un certain succès comme on peut le constater.

Tout le monde se demande comment on a bien pu en arriver à cette situation-là, mais personne ne souhaite réellement se pencher sur cette question, donc forcément les réponses qui découlent de ce déni n'aboutissent à rien, hormis mettre en évidence l'impuissance de ceux qui les ont formulées.

On va me rétorquer que j'y tiens absolument à ma théorie de l'embourgeoisement des masses, je dirais que combiné aux instruments aussi multiples que sophistiqués que les capitalistes ont inventés pour conditionner les masses, force est d'observer qu'ils semblent s'imposer, non ?

Il me semble indispensable de faire le lien ou plutôt de mettre en lumière le lien qui existe entre cette guerre idéologique et psychologique avec les mesures antisociales et liberticides élaborées par les gouvernements successifs depuis près de 40 ans pour pouvoir les adopter plus facilement, tout en divisant et disloquant le mouvement ouvrier, cela va s'en dire.

Il faut bien comprendre que si les travailleurs prenaient conscience de ce lien, il constituerait une sérieuse menace pour le régime, ou tout du moins il participerait à leur maturation ou à leur radicalisation politique, il favoriserait leur indépendance de classe, leur degré d'ignorance du fonctionnement de la société sur lequel repose en grande partie la survie du régime s'en trouverait réduit, ce qui ne manquerait pas de renforcer leur détermination à ne plus accepter le moindre sacrifice supplémentaire ou à passer à l'action.

Un programme d'action politique qui ne prendrait pas en compte ce facteur déterminant, ne servirait à rien en conclusion, c'est tout du moins celle à laquelle je suis parvenu en observant le comportement des masses.

Les détracteurs de ma théorie m'accuse de porter un jugement injuste sur les masses, alors qu'en réalité je ne fais que rendre compte de leurs comportements, tels que chacun peut l'observer à condition de faire preuve d'un minimum d'honnêteté.

Si telles étaient mes intentions, je me demande comment j'aurais fait pour supporter de vivre 24h/24 parmi les couches indiennes les plus arriérées et les plus influençables de la classe ouvrière sans me livrer à au moins un homicide par jour ! Et les couches supérieures ou les classes moyennes ne sont pas meilleures, pire, elles justifient et participent à la corruption... qu'elles dénoncent de préférence !

Un peu de sérieux, s'il vous plaît, la situation est déjà suffisamment insupportable, menaçante et dramatique pour qu'on n'en rajoute pas. Moi, c'est cela qui m'exaspère le plus.

Hormis cette lacune, on peut partager le programme du POID, ce qui ne signifie pas que je cautionnerais ses faiblesses, disons que l'essentiel y figure et cela nous convient.

Une fois ramené l'homme à sa juste place.

En admettant que la température globale de la terre augmente, il n'en demeurerait pas moins qu'elle serait dû à des phénomènes naturelles, et non à l'activité des hommes ou au développement économique dont l'incidence reste au demeurant insignifiante, moins de 10%.

Cette propension à accorder à l'activité humaine plus d'importance ou d'effet qu'elle en a sur le climat, est manifestement devenue contagieuse et dangereuse. Même les personnes les mieux intentionnées sont sujettes à se laisser influencer par cette théorie comme j'ai pu l'observer, apparemment parce qu'elles ignorent les véritables données en la matière, tout du moins c'est ce que l'on veut croire à défaut d'autres explications.

Du coup, elles en arrivent à réclamer des mesures radicales pour faire baisser la température ou la contenir au niveau actuel, reprenant ainsi à leur compte le discours de l'oligarchie relayée par tous les gouvernements occidentaux, qui eux comptent en faire payer le prix lourd à tous les peuples, à commencer par leurs couches les plus défavorisées ou les plus nombreuses, tandis que les nantis seront épargnés, comme toujours. Ils tombent donc à pieds joints dans cette supercherie qui est destinée à préserver l'hégémonie des puissances impérialistes occidentales sur le reste du monde, et plus particulièrement sur le prolétariat.

Leur confusion les amène à prôner une "rupture anticapitaliste révolutionnaire" (Daniel Tanuro) pour parvenir à réaliser les objectifs définis par le GIEC, tout en donnant à leur discours un contenu diamétralement opposé à celui des écologistes conforme au socialisme. En voici un exemple :

- *"Une chose est de mettre en avant des revendications partielles, correspondant au niveau de conscience, dans le but d'amorcer un processus de radicalisation par la lutte, et de commencer ainsi à jeter un pont sur le gouffre ; autre chose est de faire croire que la concrétisation de ces revendications partielles par un gouvernement quelconque suffirait à empêcher que la catastrophe se transforme en cataclysme. Car ce n'est pas vrai. Pour avoir une chance sur deux de rester sous 1,5° C de réchauffement sans recourir à des technologies d'apprentis-sorciers, il faut que les émissions mondiales nettes de CO2 diminuent de 58 % d'ici 2030, de 100 % d'ici 2050, et soient négatives au-delà de cette date. Il est rigoureusement impossible d'atteindre ces objectifs, et même de s'en approcher, sans rupture anticapitaliste révolutionnaire."* (Daniel Tanuro : « Collapsologie : toutes les dérives idéologiques sont possibles » - Entretien inédit pour le site de Ballast - www.revue-ballast.fr)

Rappelons pour ceux qui ne l'ont pas lu ou qui ne l'ont déjà plus à l'esprit un extrait de la causerie du 29 juin qui démontait l'argument auquel se référait Daniel Tanuro dont j'ignorais l'existence jusqu'à hier :

climato-realistes.fr - En réalité la teneur de l'air en CO2 est une conséquence des températures de la zone intertropicale de dégazage, il n'y a dans l'air que 6% de CO2 qui viennent des combustibles fossiles (le reste vient des dégazages naturels des océans et des sols), et la teneur de l'air en CO2 n'a aucun effet car les émissions infrarouge thermique du globe qui refroidissent la surface et la troposphère sont à 90% celles de la vapeur d'eau et des nuages: la teneur en vapeur d'eau de la haute troposphère (là où devrait se voir un effet de plus de CO2) a, comme observé depuis 40 ans, diminué et le rayonnement infrarouge du globe augmenté ... sans que l'on voie la moindre trace du forçage radiatif par plus de gaz à effet de serre qui suppose a priori que la vapeur d'eau aille croissant dans la haute troposphère.

Rappelons encore que le cumul des émissions de CO2 venant de combustibles fossiles depuis 1751 représente 1% (un pour cent) du carbone qui circule entre les océans l'air et la végétation et les sols (440 Gt-C (fin 2018) pour 42000 Gt-C). <https://www.climato-realistes.fr> 13 mai 2019

Cela dit cet écosocialiste (Daniel Tanuro) se distingue radicalement de Mélenchon et ses semblables, quand il estime que l'éradication du capitalisme est une nécessité impérieuse et urgente, jusque là nous sommes d'accord avec lui, mais on ne peut pas le suivre quand il attribue au capitalisme la responsabilité du réchauffement climatique.

Extraits.

- Une rupture radicale avec l'idée que le socialisme serait nécessaire pour « libérer les forces productives matérielles des entraves capitalistes » et permettre ainsi leur « développement illimité », condition de l'émancipation humaine par la « domination de la nature ». Il est vrai que, chez Marx, chercheur à la pensée ouverte, les formules prométhéennes sont soit encadrées, soit contrebalancées ailleurs par un naturalisme sincère et une analyse qui met à nu le caractère destructeur du capitalisme. Dans *Le Capital*, il écrit que « la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés, gèrent rationnellement leur échange de matière avec la nature et le fassent dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine ». John Bellamy Foster voit dans cette formule la marque d'une « écologie de Marx ».

Mais, premièrement, cette « écologie » est un chantier collatéral à peine entamé par Marx lui-même. Deuxièmement, et surtout, les marxistes ultérieurs ont abandonné ce chantier pour retomber dans les formules stéréotypées et mécanistes sur « le progrès ». Il y a quelques exceptions — Walter Benjamin est la plus remarquable —, mais elles sont restées marginales. La dégénérescence stalinienne ne suffit pas à expliquer cette réalité. La critique doit creuser plus profond. Il faut, sans anachronisme mais sans complaisance, débusquer les conceptions qui ont encombré le marxisme de « scories productivistes », comme disait Daniel Bensaïd. Ce travail a acquis aujourd'hui une importance considérable, pour la simple raison qu'une réponse socialiste non productiviste est la seule alternative à la catastrophe écologique qui grandit sous nos yeux. (...)

En effet, les conceptions « productivistes » ont été historiquement hégémoniques à gauche. Encore faut-il s'accorder sur le terme. Le système soviétique doit sans aucun doute être considéré comme productiviste, mais il s'agissait d'un productivisme bureaucratique absurde : il était ancré dans la défense des privilèges parasites de la caste au pouvoir, pas dans les rapports de production. Ce productivisme n'a pas plus à voir avec la pensée de Marx que l'Inquisition n'a à voir avec le message de Jésus Christ. Dès les premières pages du *Capital*, sa comparaison des deux mouvements M-A-M et AM- A'5 amène Marx à la conclusion que le second, qui définit le capital, implique forcément une tendance au développement sans fin. Cette tendance est au cœur du capitalisme puisqu'elle découle de son objectif fondamental — la production de (sur)valeur abstraite⁶. Logiquement, y substituer la production de valeurs d'usage doit donc y mettre fin. Dans ses *Théories sur la plus-value*, Marx revient sur la question par un autre biais, plus technique : la concurrence pour le profit conduit à une augmentation fantastique du capital fixe, donc à un « lock-in⁷ » technologique de long terme, donc à une obligation despotique de produire — le « lock-in » du capital dans le système énergétique fossile est d'ailleurs un bel exemple. Concluant le raisonnement, il évoque la tendance du capital à « produire pour produire, qui implique aussi de consommer pour consommer ». « Produire pour produire » pourrait être une bonne définition du productivisme.

À cette aune, Marx n'est pas productiviste, en dépit de ses ambiguïtés prométhéennes. Mais, à cet égard, on peut douter qu'aucun-e marxiste l'ait été : n'avaient-ils et elles pas tous et toutes pour but l'instauration d'une économie axée sur la satisfaction des besoins humains réels par la production de valeurs d'usage ? On voit ainsi que la question n'est pas si simple. En fait, l'emprise productiviste à gauche ne renvoie pas au

« produire pour produire » mais à l'idée stratégique que le capital, en développant les forces productives, rapproche l'humanité de l'émancipation socialiste, du règne de la liberté. Or au-delà d'un certain point, c'est le contraire qui est vrai. Il serait dès lors peut-être utile de distinguer le productivisme de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie productiviste de domination sur la nature, ou l'idéologie instrumentale du progrès technique sans bornes. Selon moi, c'est cette idéologie qui est hégémonique à gauche depuis deux siècles. Mais elle n'est pas facile à combattre, car elle s'enracine non seulement dans la logique économique du capital mais aussi dans la situation schizophrénique que cette logique impose aux exploité-e-s, contraint-e-s de vendre leur force de travail pour survivre. Cette dure réalité fonde le productivisme dans la social-démocratie gestionnaire et dans les organisations syndicales réformistes, pour lesquelles l'emploi dépend de la croissance. En tant qu'écosocialistes, nous sommes dans la continuité du Marx écologiste quand nous y opposons l'idée qu'il faut d'urgence produire moins et partager plus, notamment partager le travail nécessaire.

LVOG - Ici, en Inde et dans tous les pays encore en voie de développement, il faut produire plus pour pouvoir élever le niveau social et de conscience politique des masses... Des marxistes ont en effet soutenu cette idée mécaniste que la dynamique d'accumulation conduirait automatiquement à un effondrement du capitalisme. Ce fut notamment le cas dans l'entre-deux guerres d'un auteur allemand, Henryk Grossman, qui en avait fait un véritable dogme. Il y a effectivement des similitudes fortes entre cette théorie et celle de l'effondrement écologique inévitable de la « société thermo-industrielle », qui est défendue aujourd'hui par certains courants verts. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'un petit courant « marxiste collapsiste » a fait sa réapparition récemment dans le monde hispanophone, en Amérique latine notamment. Les écosocialistes pour leur part refusent ce fatalisme de l'effondrement. Que la situation soit gravissime, c'est l'évidence même. Mais le capitalisme ne s'écroulera pas de lui-même, ni sous le poids de ses contradictions internes, ni du fait de la crise écologique. Sa logique pousse au contraire des secteurs des classes dominantes à envisager des moyens néo-malthusiens, barbares, pour se sauver et sauver leurs privilèges. Face à cette menace très concrète, je crains que le fatalisme de l'effondrement inévitable sème la résignation. Or, nous avons urgemment besoin de lutte, de solidarité, et d'espérance.

LVOG - La suite est beaucoup plus confuse et pleine de contradictions, même s'il prend la précaution de préciser que : *"Si les géologues sont cohérents avec leurs critères de géologues, alors le changement d'ère n'intervient pas avant la deuxième moitié du XXe siècle, ce qui signifie que les interprétations misanthropiques du terme « Anthropocène » sont contrées : ce n'est pas l'espèce humaine qui est responsable mais son mode historique de production. Cet aspect est décisif, car le danger d'une misanthropie essentialiste basée sur une pseudo-science est très réel aujourd'hui, et se développe dans le sillage de la barbarie capitaliste montante."*

Il se fourvoie notamment quand il reprend à son compte la propagande officielle : *"Il faut impérativement, pour rester dans les clous écologiques, réduire massivement les émissions de gaz à effet de serre, donc l'extraction, le transport et la transformation de matières, donc la consommation d'énergie"* ou encore, il faudrait se résigner à *"l'absolue nécessité de réduire la production matérielle et les transports pour atteindre les niveaux nécessaires de réduction des émissions de gaz à effet de serre."*

Cela l'amène à formuler des vœux pieux dans le cadre du régime en désespoir de cause : *"...c'est vers ces « solutions » d'apprenti-sorcier que le « capitalisme vert » s'oriente aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que la seule manière rationnelle d'équilibrer l'équation climatique est intolérable pour lui. En quoi consisterait-elle ? Il faudrait décréter une mobilisation générale, dresser un inventaire de toutes les productions inutiles ou dangereuses, de tous les transports inutiles, et les supprimer purement et simplement — sans indemnités pour les actionnaires — jusqu'à atteindre les réductions d'émissions nécessaires. Il va de soi que cette opération requiert des mesures draconiennes, notamment la socialisation des secteurs de l'énergie et du crédit, la réduction massive du temps de travail sans perte de salaire, la reconversion des personnels dans des activités utiles avec garantie du revenu, et le développement de services publics démocratiques."*

LVOG - Mais qui pourrait adopter ces "mesures draconiennes" (sinon un gouvernement ouvrier), à l'issue de quel processus politique (sinon une révolution liquidant les institutions de la Ve République) ? Pas de réponse.

Cela dit il est plus proche du socialisme que la plupart de ceux qui s'en réclament à gauche et à l'extrême gauche ou des écologistes en général : *"Si on n'identifie pas la responsabilité historique majeure du capitalisme, comment faire prise, où est l'issue possible ? Pour certains, il n'y en a pas, la Terre souffre d'une maladie qui s'appelle humanité et n'en guérira qu'avec l'élimination de cette engeance."*

LVOG - C'est bien beau d'identifier "*la responsabilité historique majeure du capitalisme*" en admettant la théorie selon laquelle il serait responsable de la hausse de la température, ce que nous rejetons, estimant qu'elle est le produit d'un phénomène naturel, mais il ne nous propose rien pour mettre un terme au capitalisme. Il n'est pas le premier à faire le procès du capitalisme, preuve que cela n'engage à rien les sociaux-démocrates et les staliniens l'avaient fait également bien avant lui, on connaît la suite.

On retrouve là le numéro d'illusionnisme des opportunistes qui dénoncent les méfaits du capitalisme et étalent leur impuissance ou leur refus de le combattre, en ne proposant aucun moyen et aucune alternative politique pour y mettre un terme, contrairement au POID par exemple.

La seule "*issue possible*" à la crise du capitalisme, c'est la transition socialiste, l'éradication du capitalisme de la surface de la planète, l'instauration d'une République sociale universelle qui mettrait un terme à l'exploitation et à l'oppression, ainsi qu'au saccage de notre planète, ce qui passe par la construction d'un parti socialiste révolutionnaire dans chaque pays et la fondation d'une Internationale dont les participants partageraient ces objectifs.

Quelques aphorismes pour se mettre en condition, les âmes sensibles vont en avoir besoin !

- Ceux qui font une fixation sur l'homosexualité, en fait, ils ne parlent jamais de sexualité, c'est à croire qu'ils ont un problème avec leur propre identité sexuelle qu'ils n'ont jamais réussi à assumer.

- Autrefois on disait que les goûts et les couleurs ne se discutaient pas, cela signifiait que chacun était libre d'avoir les siens. Dorénavant dans tous les domaines on cherche à nous en imposer.

- Le comble de l'intolérance, ce n'est pas de s'en prendre à ceux qui sont différents de nous, c'est de nier ces différences pour imposer une norme unique.

Pschitt ! Les médias dégazent.

LVOG - Poutine n'a pas un comportement normal, il est dingue et dangereux ce type, quand on vous le dit, hein ? Mais quand Macron manifeste un caprice de monarque, c'est tout à fait normal, puisqu'on vous le dit.

Peur d'être empoisonné ? Vladimir Poutine vient avec sa tasse au G20 - Le Parisien 29 juin 2019

Peur d'être empoisonné ou simple lubie d'amateur de thé ? Le président russe Vladimir Poutine a apporté sa propre tasse vendredi au dîner clôturant la première journée du G20... Le Parisien 29 juin 2019

Emmanuel Macron : ce petit luxe surprenant prévu par l'Élysée lorsqu'il se déplace - Gala.fr 28 juin 2019

« Les gens de l'Élysée se déplacent avec leur vaisselle », confie Christophe Monnereau président de la SNSM dans les colonnes de Libération. Gala.fr 28 juin 2019

NOUS Y VOILA !

Malthusianisme et eugénisme.

- Qui plaide pour la création d'un "*organisme mondial de la démographie*" pour "*définir ce que devrait être une planification de la démographie de la planète*", à ses yeux l'un des défis majeurs du 21^e siècle.(AFP 27 juin 2019)

Réponse : Nicolas Sarkozy livre, dans "Passions" (Éditions de L'Observatoire) qui paraît ce jeudi.

LVOG - Après avoir relayé *L'effroyable imposture* (Thierry Meyssan) du 11 septembre 2001, après avoir repris la théorie du mondialisme ou la stratégie néolibérale de l'oligarchie destinée à instaurer un nouvel ordre mondial ou un régime totalitaire planétaire, après avoir évoqué la mise en place d'un système financier mafieux anglo-saxon destiné à empêcher notamment l'effondrement du capitalisme, on devrait plutôt dire,

l'accompagner pour atteindre le but politique cité ci-dessus, voilà que ces derniers jours l'auteur de ce portail a publié un document de 1999 sur le mouvement écologiste malthusien, relayant la théorie d'un complot eugéniste destinée à réduire de force ou à son insu la population mondiale des deux tiers ou des trois quart ou plus encore selon ses idéologies...

Bref, Tardieu s'éloigne de plus en plus de la lutte de classes, il sombre résolument dans le marais du complotisme, il a rompu avec le marxisme et le socialisme, patati patata, et j'en passe et des meilleurs. Ainsi le veulent mes contradicteurs dogmatiques ou éclectiques jusqu'au fanatisme c'est selon, à l'esprit bornés ou étroit, pour justifier leur opportunisme, versant en permanence dans le déni de la réalité ou se détournant des faits pour finalement étaler leur impuissance à inverser le cours de la lutte de classes.

Mais voilà, les faits me donnent raison généralement, pas forcément immédiatement, quelque temps plus tard

LFIN

- Le député François Ruffin, électron libre qui s'est parfois montré ambigu sur son propre rôle dans la présidentielle, a déclaré au Point jeudi: *"En 2022, il n'est pas évident que notre famille politique doive absolument présenter un candidat. Les choses ont changé : LFI n'est plus hégémonique à gauche. Si une autre candidature semble meilleure pour défendre le progrès social, il faudra peut-être s'y rallier."* AFP 28.06

LVOG - Ces gens-là n'ont pas de principes ou ils sont prêts à les brader à la première occasion, comme quoi ils ne sont pas dignes de confiance.

En route... vers l'Ancien Régime ou la monarchie oligarchique absolue.

- *"Il y a une effervescence dans le monde de la pensée, dans le monde éditorial, avec des recherches théoriques, parce que si la planète est un peu hors de contrôle aujourd'hui, il est temps de se demander comment on en est arrivé là. Et de repenser un certain nombre de nos visions du monde qui ont dominé notre modèle de développement depuis deux ou trois siècles"*. L'historien des sciences, directeur de recherche au CNRS, Christophe Bonneuil. francetvinfo.fr 27.06

LVOG - Autant dire que nous arriverions à des conclusions diamétralement opposées aux siennes, puisqu'elles consistaient dans cet article à nier le processus dialectique matérialiste et historique qui est à l'origine de la transformation ou de l'évolution de l'homme et de la société, de la nature ou de la matière en générale.

Le CNRS regorge de négationnistes qui ont adopté l'idéologie nihiliste, qui consiste à déconstruire le savoir pour favoriser le chaos dans lequel seule la classe dominante peut tirer son épingle du jeu...

Le réchauffement climatique, un élément de chantage économique. Macron la menace.

Les Echos précise que pour les chefs d'Etat et de gouvernement du G20, la lutte contre le réchauffement climatique et le maintien des objectifs de l'accord de Paris constitue une « ligne rouge » à ne pas franchir : la mention d'« irréversibilité » de l'accord de Paris signé en 2015, qui prévoit de contenir le réchauffement climatique bien en dessous de +2°C, voire +1,5°C, d'autant plus que "la posture est d'importance après la poussée des verts aux élections européennes du mois dernier" (Les Echos)

Les Echos - Le chef de l'Etat français en fait même l'une des conditions sine qua non pour donner son feu vert à un éventuel accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mersosur que les deux partenaires continuent de négocier à Osaka en marge de ce sommet du G20.

« Si le Brésil quittait l'accord de Paris, nous, on ne pourrait pas signer des accords de commerce avec lui », a averti Emmanuel Macron. Les lignes rouges sont simples : « l'accord doit affirmer les règles environnementales européennes, comporter des assurances de préservation de la filière bovine européenne et française et mentionner explicitement l'Accord de Paris », indique l'Elysée. Les Echos 28.06

Les plus grands trafiquants de came : L'armée et les services de renseignements, les banquiers blanchisseurs.

- Brésil: «Aerococa», l'affaire qui embarrasse Jair Bolsonaro - LeFigaro.fr 27 juin 2019

La police espagnole a arrêté mardi à Séville un sergent de l'armée de l'air brésilienne qui transportait à bord d'un avion officiel 39 kg de cocaïne. Le chef de l'État, qui devait atterrir quelques heures plus tard en Espagne avant de rejoindre le G20 au Japon, a été sommé de réagir.

L'affaire embarrasse jusqu'au sommet de l'État brésilien. Lors d'un contrôle douanier réalisé mardi à l'aéroport San Paul de Séville, la police espagnole est tombée sur une valise remplie de 39 kg de cocaïne, emballés dans 37 paquets, a indiqué mercredi la Garde civile. Or le propriétaire présumé de cette valise n'est autre qu'un des membres de l'équipage de l'avion militaire qui transportait l'équipe avancée du président brésilien, Jair Bolsonaro, au sommet du G20 au Japon.

L'avion qui transportait le président brésilien a quant à lui dévié de sa route, faisant finalement escale à Lisbonne au lieu de Séville. Aucune explication officielle n'a été fournie pour justifier ce changement. LeFigaro.fr 27 juin 2019

LVOG - Des internautes ont fait remarquer à juste titre que ce genre de trafic de l'armée existait avant l'élection de Bolsonaro.

Je rappelle l'anecdote du second (un colonel ?) de la base aérienne de Villacoublay en 1975, qui m'avait dit que lorsque les mirages revenaient de mission au Liban, ils étaient bourrés de cannabis. Il avait décidé sur la cinquantaine de ne pas rempiler et de reprendre des études universitaires. Pendant les 12 jours de mon service militaire passé à l'infirmierie, régulièrement il viendra me rendre visite et m'apportera des gâteaux, chocolats et des fraises. Il m'a dit que j'avais raison de détester l'armée et de vouloir être réformé.

En complément. La CIA et le Pentagone veillent sur vos cultures.

- La production de cocaïne au plus haut dans le monde - Les Echos 26.06

Avec 1.976 tonnes produites en 2017, la production de cocaïne a connu un bond de 25 % par rapport à 2016, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans un rapport publié ce mercredi.. Cet essor est notamment lié à l'extension des cultures en Colombie, ainsi qu'à la hausse de la demande au niveau mondial.

Cet essor de cette drogue absorbée principalement par les marchés d'Amérique du Nord et d'Europe est notamment lié à l'extension des cultures et des capacités de production en Colombie, souligne encore l'ONUDC.

Dans ce pays assurant quelque 70 % de la production mondiale, les surfaces d'arbres à coca ont progressé de 17 % en 2017.

A l'inverse, la production d'opium s'est effondrée pour la première fois en deux décennies, avec un recul de 25 % en 2018, à 7 790 tonnes, relève l'ONUDC. Celui-ci s'explique notamment par une baisse de 17 % des surfaces de pavot cultivées en Afghanistan, un pays qui assure plus de 80 % de la production mondiale.

Ce recul doit toutefois être relativisé, car il intervient après un bond de 65 % de la production d'opium en 2017. Elle avait alors atteint son plus haut niveau depuis les premières estimations de l'ONUDC, au début des années 2000.

Au total, quelque 585 000 décès ont été répertoriés en 2017 dans le monde en lien avec la consommation de drogues, contre 450 000 en 2015. Cette progression est liée en partie à une meilleure prise en compte statistique dans certains pays comme l'Inde et le Nigeria. Elle n'inclut toutefois pas la Chine. Au total, plus de 270 millions de personnes consomment de la drogue chaque année, le cannabis se taillant la part du lion avec 188 millions d'adeptes, selon l'ONUDC. Les opioïdes affectent 53,4 millions de consommateurs. Le Monde et Les Echos 26.06

MYSTIFICATION. ILS SOUFFLENT LE CHAUD EN ÉTÉ, LE FROID EN HIVER.

- À quand la fin de la canicule en Europe ? - euronews 30 juin 2019

A Londres aussi, il a fait près de 35 degrés. Dernière journée de canicule pour les Londoniens : dix degrés de moins sont attendus ce dimanche sur la capitale britannique.

La fin de la canicule pour lundi ?

Les températures doivent également baisser en France, essentiellement en début de semaine. euronews 30 juin 2019

Paroles et témoignages d'internautes.

1- On nous a expliqué la semaine dernière qu'il allait faire très chaud à cause d'une masse d'air provenant du Sahara...

Celle-ci est passée sur notre territoire, il a fait chaud... et actuellement elle est train de se déplacer et de perdre en intensité... nous le constatons par une diminution notable des températures...

Faut vraiment que cette psychose collective et démesurée passe elle aussi...

2- 10 km au nord de St Nazaire et 300 m de la mer, pourquoi les médias ne parle pas de chez moi en ce moment 13° avec flotte et tantôt 22° maxi?

3- Figurez-vous que ce matin au sud de la Libye il fait 13° et tenez-vous bien seulement 8° à lalwahat en Egypte !

4- Pointe Finistère :

Lundi 24 juin, 16°, j'ai remis le chauffage, trop froid !

- Jeudi, vendredi, samedi matin, du vent, de la pluie, un petit 18°, une brume à couper au couteau, visi de moins d'un demi mille.

- samedi 15:00- enfin qq rayons de soleil, pour 21°

Sommes-nous en France ? Ou est-ce que BFMTV a été piratée ?

5- J'étais à Londres la semaine dernière, il faisait 18/20 et en fin de journée ça caillé il fallait le pull voir plus le vent fort et froid, des fois il n'y avait que 16 avec le vent le ressenti pas terrible, mais au moins c'était bien respirable.

6- Miami: 28°C. La canicule doit être un truc très Français de France. Va falloir que les médias fassent un plus gros effort.

7- Pourquoi ce catastrophisme, ne serait ce pas pour nous faire "avalé" le réchauffement climatique?

8- Je suis en Europe au Portugal et on a que 26°.

9- À Biarritz, il fait 18 degrés C.

10- En Vendée, un jour de canicule, aujourd'hui 25°, ciel couvert ! Et ça fait du bien.

11- Chez moi j'ai eu seulement 2 jours de chaud, 33 et 36°, aujourd'hui ça caille, 21° à 18h.

12- Venez du côté de Perros Guirrec vous ne serez pas déçu il fait à cette heure 19° On annonce 13 degrés pour demain matin !

13- Actuellement, 19 degrés à Ribadeo dans le Nord de l'Espagne.

14- Il fait chaud .. on nous dit jamais où sont placés les thermomètres... Je connais quelqu'un en Provence son thermomètre est monté à 48° sur sa terrasse carrelée à l'ombre d'un toit. Mais une dizaine de mètres en biais en face se trouve l'unité extérieure d'une grosse clim qui souffle dare dare... Alors les records de températures c'est du pipo pour fixer sur du papier et intoxiquer la France profonde et surtout les enfants (une honte) ..

15- Et à Moscou il fait 11 degrés Celsius en ce moment.

Plus le mensonge est gros mieux c'est. Sauf que c'est publié par un journal censé être de référence. Je pense qu'à un tel stade de propagande écologiste alarmiste, je vais supprimer mon abonnement au Figaro qui a définitivement perdu toute crédibilité sur ce sujet en quelques années. Curieuse évolution, il faudrait creuser sans doute du côté de l'actionariat ?

16- Seul l'est de la France et en particulier Rhône Alpes verra sa moyenne en hausse de 2°C alors que l'ouest sera dans la norme.

Le mois de mai étant à -1°C comparé à la moyenne des mois de mai, en effet, ce dernier mois de mai fut particulièrement froid.

17- Mais il y a en même temps une vague de froid sur l'Atlantique et l'Europe de l'est (12° max à Moscou aujourd'hui - plus de 10° en dessous de la moyenne). Ca s'appelle la variabilité du climat. Que les agriculteurs s'en soucient on peut comprendre, mais de là à en faire quasi une affaire d'état...

Quand ces psychopathes versent dans le catastrophisme.

LVOG - Ils partent d'un faux constat qu'ils ont fabriqué sur lequel ils brodent ou spéculent...

- Le chef de l'ONU appelle à une action urgente pour éviter une "catastrophe" climatique - AFP 30 juin 2019

"Le dérèglement climatique a lieu maintenant (...) Il progresse même plus vite que ce que prévoient les meilleurs scientifiques mondiaux" et "devance nos efforts pour lutter contre", a affirmé le chef de l'ONU.

"Le changement climatique va plus vite que nous", a prévenu M. Guterres, qui a convoqué un sommet à New York le 23 septembre car des pays ne respectent pas certaines dispositions de l'accord de Paris de 2015 visant à limiter le réchauffement à "2°C d'ici la fin du siècle.

"Nous savons que même si les promesses de (l'accord de) Paris sont pleinement tenues, nous serons toujours confrontés À au moins "3°C d'ici la fin du siècle, une catastrophe pour la vie telle que nous la connaissons", s'est alarmé M. Guterres.

La situation continuera à se dégrader à moins que "nous agissions maintenant avec ambition et urgence", a-t-il ajouté.

Le groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) a rendu en 2018 un rapport choc démontrant que le fait de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C plutôt qu'à "2°C permettrait de réduire fortement les impacts négatifs.

Limiter la hausse des températures globales à "1,5°C impliquerait de réduire de près de 50% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2010, ont calculé les experts du GIEC, et donc de réduire drastiquement et rapidement le recours aux énergies fossiles. AFP 30 juin 2019

LVOG - Rappel : quand on sait que par rapport à la totalité des gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère, ceux provenant de l'activité humaine ne représentent que quelques pourcents, les réduire de 50% ne servirait strictement à rien ou n'aurait aucun impact, c'est juste grotesque !

Les ONG toujours à la pointe de la réaction

- À Madrid, les défenseurs des mesures antipollution se mobilisent - euronews 30 juin 2019

« Madrid Central », c'est le nom du dispositif antipollution que connaît Madrid depuis novembre dernier. Un dispositif remis en cause par le nouveau maire, José Luis Martínez-Almeida, au grand dam de milliers de résidents qui ont manifesté samedi. La droite, qui succède à la gauche, suspend à partir de ce lundi les amendes pour les voitures les plus polluantes qui entrent dans la zone de restriction. Un non-sens pour les militants écologistes. euronews 30 juin 2019

« L'Organisation mondiale de la santé estime qu'en Espagne, chaque année, 8900 personnes meurent prématurément à cause du dioxyde d'azote, explique Paco Segura, de l'ONG Écologistes en action. Madrid Central a été mis en place pour faire baisser le niveau de dioxyde d'azote et a permis de le réduire de moitié dans certains endroits. Et Madrid est l'endroit le plus pollué au dioxyde d'azote dans toute l'Espagne, ce qui veut dire qu'une bonne partie de ces 8900 décès ont lieu dans cette ville. »

La capitale espagnole est aussi en délicatesse avec les règles européennes sur la qualité de l'air et risque des sanctions, raison pour laquelle cette zone de restriction avait été instaurée dans le centre historique. Or comme ailleurs dans le sud de l'Europe, la pollution est accentuée par la vague de chaleur. euronews 30 juin 2019

LVOG - Ici le lézard est aussi gros qu'un caïman, l'OMS serait en mesure de déterminer que 8900 personnes seraient mortes "*prématurément à cause du dioxyde d'azote*", voyez-vous cela, ils ont dû tous les interroger post mortem pour connaître leur mode de vie pour en arriver à cette conclusion ubuesque.

Matraquage et répression.

- Ruyg justifie l'évacuation des militants pour le climat, "le temps n'est plus aux manifs" - Le HuffPost 30 juin 2019

En famille. Union nationale contre les mineurs. Ecologie politique : l'écossocialisme compatible avec l'éconolibéralisme.

- Loi énergie et climat: vers la fermeture des dernières centrales à charbon - AFP 28 juin 2019

L'Assemblée nationale a donné son feu vert jeudi soir pour permettre au gouvernement de procéder à la fermeture des quatre dernières centrales à charbon d'ici 2022, lors de l'examen du projet de loi énergie et climat.

La mesure, adoptée par 48 voix et 5 abstentions, prévoit qu'un décret plafonnera les émissions de gaz à effet de serre émises par les installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles situées en métropole "et émettant plus de 0,550 tonne d'équivalents CO2 par heure".

Cela "conduira les exploitants des centrales à cesser l'exploitation des tranches fonctionnant au charbon".

Est également prévu: un accompagnement spécifique pour les salariés des centrales concernées et leurs sous-traitants, environ 670 emplois directs et 740 indirects selon l'étude d'impact accompagnant le texte.

Deux des centrales à charbon appartiennent à EDF et sont situées à Cordemais (Loire-Atlantique) et au Havre (Seine-Maritime). Les deux autres, propriétés de l'Allemand Uniper, se trouvent à Gardanne (Bouches-du-Rhône) et Saint-Avold (Moselle). Le groupe EDF a annoncé début juin qu'il fermera celle du Havre au printemps 2021.

"C'est un choix important en matière énergétique de tourner une page (...) et c'est concrètement la transition énergétique", a affirmé le ministre de la Transition écologique François de Rugy.

Le charbon représente "1,8%" de la part de production d'électricité, "mais c'est 35% des émissions que nous allons réduire", a souligné Célia de Lavergne, responsable du texte pour LREM, en se félicitant d'accomplir "un grand pas vers la neutralité carbone en 2050".

Hubert Wulfranc (PCF) s'est abstenu. Matthieu Orphelin (non inscrit), proche de Nicolas Hulot, a salué "une avancée majeure".

L'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho (non inscrite) a, comme le groupe socialiste et les Insoumis, réclamé en vain la fermeture des centrales en 2022 sans passer par la voie réglementaire. AFP 28 juin 2019

Matraquage quotidien.

Le 28.

- Canicule: comment faire face au terrible problème des testicules qui suent - Le HuffPost 28.06

Qu'on leur coupe, la langue, les mains et la tête avec !

Le 29.

- Les canicules et les événements climatiques extrêmes se multiplient et sont les conséquences du dérèglement climatique. - Le HuffPost 29.06

Le 30.

- Urgence climatique: il faut agir sur le logement pour sauver la planète - Le HuffPost 30 juin 2019

LVOG - Mais ils s'accommodent de tous les bouges insalubres dans lesquels croupissent des centaines de milliers de travailleurs, des ghettos dans lesquels des millions d'autres ont été parqués comme des animaux, et j'en passe.

Quand ils avouent ignorer les causes du réchauffement climatique.

- "45 degré, zéro engagement" du gouvernement, dénonce Greenpeace - AFP 30 juin 2019

"45 degrés, zéro engagement" : au lendemain d'une journée de canicule exceptionnelle qui a vu des records absolus de température, Greenpeace France continue samedi à bloquer un cargo de soja à Sète (Hérault) pour dénoncer l'absence d'engagement du gouvernement sur les causes du réchauffement climatique.

"Quand parlera-t-on enfin des causes et pas uniquement des conséquences de cette canicule ?", interroge Cécile Leuba, chargée de campagne Forêt chez Greenpeace France.

LVOG - L'importation du soja en Europe ne représente que 0,5%!

Derrière le soja, explique Mme Leuba, "se cachent de la déforestation et des émissions massives de gaz à effet de serre qui réchauffe notre planète !"

LVOG - Dites donc, elles sont où vos forêts primaires en France et en Europe ?

Le cargo bloqué contient 50.000 tonnes de soja, en provenance du port de Salvador au Brésil. 89% du soja exporté par ce port provient du Cerrado, une des zones les plus détruites par la déforestation au Brésil et ces cargaisons servent principalement à nourrir des animaux d'élevage industriel, souligne l'organisation.

LVOG - Dites donc pendant plus d'un demi-siècle et encore de nos jours, vous et vos semblables, on ne vous a jamais entendu dénoncer le capitalisme qui était responsable de l'accroissement exponentiel de la population qu'il fallait bien dès lors nourrir d'une manière ou d'une autre, des conséquences dramatiques qu'elle causerait à terme, n'est-ce pas ? D'ailleurs à Greenpeace, une officine de l'oligarchie, on ne peut pas dire que vous vous soyez engagé un jour à lutter pour en finir avec le capitalisme, n'est-ce pas ?

"L'accord de Paris, il ne suffit pas de le mentionner, il faut surtout l'appliquer", souligne Cécile Leuba. "Ce sera impossible pour la France sans mettre un terme à cette déforestation importée, comme on le voit dans ce cargo, et sans réduire sa production de viande, d'oeufs et de produits laitiers et opérer la transition vers un élevage écologique". AFP 30 juin 2019

LVOG - "*Sans réduire sa production de viande, d'oeufs et de produits laitiers*", voudrait-elle réduire ceux qui en consomment à l'état de ceux qui peinent à en consommer faute d'un revenu décent ?

Je ferai "en sorte que les citoyens adhèrent à cette imposture.

- Nicolas Hulot appelle à l'unité dans la "guerre" pour le climat - AFP 30 juin 2019

L'ancien ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, a appelé à l'unité par-delà les clivages politiques afin d'affronter la "guerre" contre le dérèglement climatique, dans un entretien à paraître dans Dimanche Ouest-France.

Nous devons absolument nous rassembler, au-delà de toutes nos barrières politiques, religieuses pour changer nos modes de vie. En temps de guerre, on est capable de s'unir sur l'essentiel. Et nous sommes en guerre!", estime M. Hulot dans le journal.

Nicolas Hulot, qui a démissionné du gouvernement en septembre 2018, se dit "prêt" à apporter son "soutien à un gouvernement qui fera la démonstration qu'il veut véritablement faire rentrer l'écologie dans la modernité". "Je ne serai pas avec lui politiquement, mais je serai derrière en appui pour faire en sorte que les citoyens adhèrent. C'est beaucoup plus important que de reprendre une posture partisane", explique-t-il. AFP 30 juin 2019

Quand ils s'accommodent de l'apartheid imposé aux Palestiniens.

- Le monde instaure un "apartheid climatique" - euronews 28 juin 2019 euronews 28 juin 2019

Les changements climatiques affectent et affecteront tout le monde. Ça on le sait.

Ils affectent et affecteront davantage les populations les plus pauvres. Ça, on le sait aussi. (Qui peut croire que cette pourriture se soucie des plus pauvres ? - LVOG)

Mais ce qu'on ne mesure pas encore, c'est l'ampleur de ces inégalités. (Comme s'ils s'en souciaient au quotidien ! - LVOG)

Or, un rapport vient nous éclairer sur ce sujet, de manière abrupte : on est en train d'instaurer un " apartheid climatique ", avec d'un côté les plus riches qui peuvent à peu près s'adapter, et de l'autre les plus pauvres qui, eux, affrontent le pire. (Alors qu'ils pillent les pays dits du sud depuis deux siècles ! - LVOG)

Ce constat alarmiste émane de Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains.

Il explique que " ceux qui ont les moyens pourront échapper aux canicules, à la faim et aux conflits, alors que le reste du monde est abandonné à ses souffrances ". (C'est leur lot quotidien sans que cela le gêne plus que cela. - LVOG)

Le paradoxe, souligne ce rapport, c'est que les pays en développement ne sont pas ceux qui sont les plus polluants. Et pourtant, ce sont eux qui paient le plus les conséquences de cette pollution. (Normal ! - LVOG)

Autre chiffre qui devrait interpeller : la moitié de la population mondiale ne génère que 10% des gaz à effet de serre, alors que les 10% le plus riches au monde sont responsables de la moitié de ces gaz à effet de serre. (Normal ! - LVOG)

Selon cet expert, l'apartheid climatique menace de défaire les progrès réalisés ces 50 dernières années en matière de lutte contre la pauvreté.

Seule lueur d'espoir, la mobilisation de la société civile, qui semble opérer une profonde prise de conscience, à l'instar du mouvement initié par la jeune militante suédoise Greta Thunberg. (Cette petite peste ignare ! - LVOG)

Le rapport de Philip Alston est très critique vis-à-vis des gouvernements, pas à la hauteur des enjeux. En témoigne le sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris, décidé par le président américain Donald Trump, envoyant par là un signal très négatif dans la lutte contre les changements climatiques.

Enfin, cet expert épingle l'Organisation des Nations Unies toujours prompte à instaurer des groupes de travail et à produire des rapports qui " exhortent les autres à faire plus sans rien faire eux-mêmes ". Reste à savoir si ce nouveau rapport ne risque pas de finir lui aussi au fond d'un tiroir. euronews 28 juin 2019 (Souhaitons-le ! - LVOG)

EN FAMILLE. ILS SE LACHENT DEPUIS QUE L'EXTRÊME-CENTRE EST AU POUVOIR

- **Un pas de plus vers la banalisation de l'extrême droite - Le Parisien 27.06**

- **Une quinzaine d'élus LR ont rencontré l'ex-députée FN Marion Maréchal. - Franceinfo 27.06**

"Avoir le renfort, éventuellement, de Marion Maréchal est une très bonne chose", estime l'un des sénateurs LR présents au dîner avec l'ancienne députée FN. Franceinfo 27.06

- **Le Medef invite Marion Maréchal à son université d'été - Franceinfo 27.06**

C'est la première fois qu'une personnalité issue de l'extrême droite est conviée au rendez-vous estival de l'organisation patronale. D'autres personnalités politiques, de La France insoumise aux Républicains, en passant par LREM, ont aussi été invités.

LVOG - Finalement au regard de la polémique qui suivit cette annonce, le Medef a annulé son invitation à Marion Maréchal et à La France insoumise. C'était l'intention qui comptait, chacun l'aura compris.

- **Parti unique, pensée unique.**

- Conseil de l'ordre des journalistes: Cédric O fait marche arrière - Le HuffPost 27 juin 2019

"J'ai eu des paroles un peu malheureuses dans les termes choisis, 'conseil de l'ordre' ce n'était pas le bon terme, et quand j'ai dit 'l'État le fera', ce n'était pas du tout ni une menace ni un souhait", a déclaré ce jeudi 27 juin sur France Culture le secrétaire d'État au numérique. Le HuffPost 27 juin 2019

LVOG - Là aussi, c'était l'intention qui était révélatrice de l'état d'esprit fascisant de LREM...

- Affaire Benalla: pas de poursuites pour "faux témoignage" contre le directeur de cabinet de Macron - AFP 27 juin 2019 LVOG - Ah ben, il n'aurait plus manqué que cela !

EN FAMILLE. ILS PARTAGENT LA MEME IDÉOLOGIE CAPITALISTE.

Pas un "défi idéologique", mais surtout "électoral".

- Clémentine Autain lance son appel au «big bang de la gauche» - Le Parisien 28 juin 2019

La députée insoumise Clémentine Autain réunit des personnalités de tous horizons ce dimanche à Paris. Avec l'espoir de déclencher un sursaut de la gauche au-delà des seuls partis.

L'un, Christian Paul, veut « construire des ponts et faire tomber les murs entre citoyens et politiques, gauche et écologie, gauche et couches populaires. » L'autre, Clémentine Autain, ambitionne que « les murs renversés deviennent des ponts. » Une citation d'Angela Davis, la militante américaine des droits de l'Homme dans les années 1960, que la députée insoumise de Seine-Saint-Denis voudrait bien voir flotter sur le chapiteau du cirque Romanès, porte Maillot à Paris. Avec plusieurs mouvements de la société civile, politique, sociale et culturelle, elle y organise ce dimanche 30 juin son « big bang dans la gauche écologiste ».

Christian Paul, ex-député socialiste pendant le quinquennat de François Hollande, un ancien « frondeur » proche de Martine Aubry, veut lui aussi réunir « toutes les facettes de la gauche ». Ce sera les 5, 6 et 7 juillet prochains, à la Charité sur Loire (Nièvre), terre ô combien mitterrandienne, pour un « Festival des Idées ». Objectif : « montrer que la gauche n'est pas morte bien que dispersée ».

Au-delà des appareils partisans

Deux initiatives qui ont pour point commun de mobiliser les forces de gauche au-delà des appareils partisans. Ces derniers « ne peuvent plus à eux seuls apporter des réponses à l'ensemble des citoyens », justifie Clémentine Autain, qui n'a récemment pas ménagé ses critiques envers le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Plusieurs personnalités politiques seront présentes à Paris ce week-end, puis à la Charité sur Loire. Au Festival des Idées, se croiseront ainsi Najat Vallaud-Belkacem (ex-ministre de Hollande) et son mari Boris Vallaud (député PS des Landes), Raphaël Glucksmann (ex-tête de liste PS/Place publique aux Européennes), les insoumises Clémentine Autain et Manon Aubry ou encore Guillaume Balas (Génération.s).

A Paris, le raout sera moins socialiste. On y croisera la députée communiste des Hauts-de-Seine Elsa Faucillon, l'écologiste Noël Mamère, le même Balas et Olivier Besancenot (NPA). « Toutes ces personnalités viendront en leur nom, pas mandatées par leur parti », souligne Clémentine Autain.

A leurs côtés, seront conviés des représentants syndicaux comme Philippe Martinez, le patron de la CGT, ou des militants associatifs à l'instar d'Aurélien Trounev d'Attac. « Il y a un vrai besoin de se parler, de se mettre en mouvement car il y a urgence, martèle la députée de Seine-Saint-Denis. Le pire serait de continuer comme avant. »

Si le « parterre » au Cirque Romanès s'annonce beaucoup plus à gauche – « écologiste et populaire » insiste Autain - que le « Festival des Idées » de Christian Paul (« une gauche de gouvernement », juge la même), les deux initiatives partagent le même but : trouver, au-delà des seuls partis, les meilleures voies pour occuper le paysage politique à gauche. « Il faut qu'on déjoue ce scénario infernal qui consisterait à n'avoir pas d'autre choix qu'entre la Macronie et l'extrême droite », fulmine Clémentine Autain. Un défi idéologique mais aussi électoral, avec les municipales de 2020 comme prochain test. Le Parisien 28 juin 2019

En complément. Les opportunistes aux prises avec leurs contradictions

AFP - En parallèle, le JDD a publié une tribune d'une quarantaine d'élus et membres de La France insoumise, où ils critiquent "l'union de la gauche, la gauche plurielle ou même le Front de Gauche (qui appartient au passé", comme un tacle à Clémentine Autain.

"Nous sommes de cette génération insoumise qui ne veut pas d'un retour aux vieilles formules réchauffées mais qui s'efforce de construire un chemin à la hauteur de nos adversaires et des défis qui s'avancent",

proclament les signataires, parmi lesquels les députés Mathilde Panot et Adrien Quatennens, et les eurodéputés Manuel Bompard et Leïla Chaïbi. AFP 30 juin 2019

Autain "veut" où la nouvelle église des porte-parole du régime.

- Autain veut l'émergence d'"une gauche écologiste populaire" - AFP 30 juin 2019

Clémentine Autain, députée LFI de Seine-Saint-Denis, a appelé à l'émergence d'"une gauche écologiste populaire", dimanche, lors d'un meeting pour un "big bang à gauche" au cirque Romanès à Paris.

"Il faut créer une dynamique" autour d'un "big bang" de la gauche politique, associative et culturelle, a-t-elle lancé devant environ 400 personnes.

Avant elle, Elsa Faucillon, députée PCF de Seine-Saint-Denis, avait appelé à la constitution de "comités big bang, partout, pour débattre. Les 7 et 8 décembre, il y aura un moment national, pas forcément à Paris".

La députée Insoumise a affirmé qu'elle allait mettre en place "une plateforme collaborative dès septembre".

D'ici à la fin de l'année, trois rendez-vous sont programmés, l'un sur la démocratie, l'autre sur "l'écologie", le troisième sur "le travail". "Ensuite il y aura les élections municipales. L'idée est de faire des listes en moins, pas en plus", a précisé celle qui envisage de "fédérer" à gauche. Mais "il n'y a pas de solution si on ne respecte pas le pluralisme. Il faut faire un archipel de citoyens où l'on est respectueux de l'identité de chacun".

Très critique envers La France Insoumise, qui a subi une lourde défaite aux européennes (6,31%), Mme Autain a toutefois affirmé au Journal du dimanche du 30 juin qu'elle ne voulait pas, à ce stade, quitter son parti.

"Quitter LFI serait un acte de rupture" et "pour l'instant, notre démarche (ndlr pour un "big bang") est raillée par la direction insoumise. Mais le débat ne fait que commencer: notre porte est ouverte", a-t-elle dit.

Plusieurs intervenants se sont succédé lors du meeting, notamment Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, qui a reproché au président Emmanuel Macron d'"essayer d'écarter les syndicats", ou Olivier Besancenot.

Le porte-parole du NPA, qui avait appelé début juin à la création d'une "coordination permanente de la gauche en lutte", a déploré "le grand rendez-vous manqué de la gauche radicale" avec les "gilets jaunes". "Quand on loupe" de tels rendez-vous, "on loupe les rendez-vous politiques qui viennent après", a-t-il ajouté, en allusion aux maigres résultats des européennes.

Le philosophe Etienne Balibar, qui n'a pu se rendre au meeting, a envoyé un message vidéo de soutien, ainsi que l'ex-député EELV Noël «l Mamère. AFP 30 juin 2019

LVOG - Elle est prête (avec Martinez et Besancenot) à se rabibocher avec toutes les ordures du PS ou issus de ce parti, bon, il faut dire qu'ils ne manquaient déjà pas à LFI !

A bas la gauche et l'extrême gauche, à bas l'écologie, vive le peuple révolutionnaire, vive le socialisme !

Sans rire, Cambadélis lui a déjà répondu !

- Cambadélis "pardonne tout" à la gauche, et ça ne passe pas - Le HuffPost 30 juin 2019

Tout est pardonné, maintenant réconcilions-nous, car il y a urgence. Voilà, en résumé, le message qu'a voulu faire passer l'ancien patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, dans une tribune publiée dans le JDD du 30 juin. Et ça ne passe pas du tout. Le HuffPost 30 juin 2019

ACTE 33 DES GILETS JAUNES.

- Malgré la canicule, des milliers de gilets jaunes défilent pour l'Acte 33 - lemonde.fr

Présents malgré la chaleur. Quelques milliers de « gilets jaunes » ont bravé la canicule, samedi 29 juin, et ont défilé, surtout à Paris, pour l'acte 33 de leur mobilisation.

Dans les rues de la capitale, ils étaient au moins un millier, a constaté une journaliste de l'AFP. Partie de la porte de Clichy, dans le nord de Paris, la manifestation a pris un tour festif avec sous-marin jaune en guise de char et artistes donnant de la voix.

Cette manifestation avait pour thème la dénonciation des violences policières. Juché sur le char sous-marin, Alain, 54 ans, ex-militaire, a arraché ses médailles qui n'ont pour lui « plus aucune valeur ». Blessé à la gorge le 1er décembre par un lanceur de balles de défense (LBD), « à 2 millimètres de la carotide », comme en témoigne sa cicatrice, il a fait « neuf heures de voiture » depuis le Haut-Jura pour venir manifester samedi et ne veut « rien lâcher ».

La manifestation s'est déroulée dans le calme, les manifestants se ravitaillant en eau dans les supérettes, et pour quelques-uns se rafraichissant avec des pistolets à eau.

A Bordeaux, moins de 200 personnes ont manifesté, selon la police, sous un soleil de plomb dans le centre historique de la ville.

« C'est lamentable, tout ça pour ça »

Un « gilet jaune » découragé a déploré l'essoufflement du mouvement : « c'est lamentable, tout ça pour ça, c'est toujours les mêmes têtes, on n'arrive plus à mobiliser parce que la télé ne parle plus de nous, mais il y a aussi les amendes qu'on prend tous les samedis, faut les déboursier les 135 euros... »

A Toulouse, ils étaient entre 100 et 200 à manifester et vu les presque 40 degrés de l'air ambiant, beaucoup n'avaient pas revêtu leur gilet. Ils étaient une centaine à Montpellier.

Par ailleurs, quelque 600 « gilets jaunes » de toute la France se retrouvent pendant tout le week-end à Montceau-les-Mines pour leur troisième « Assemblée des assemblées » qui devait se pencher sur les suites à donner au mouvement.

« En personnes actives, il nous reste à peu près 10% de ceux qui étaient là au début du mouvement », estime Eric Morin, 37 ans, venu d'Auriol (Bouches-du-Rhône) pour cette troisième « Assemblée des assemblées ». « Les gens qui sont toujours là sont ceux qui vont rester jusqu'à la fin. » Mais « les gens vont redescendre dans la rue » à la rentrée, assure-t-il, tablant sur « les mouvements sociaux de septembre ».

« Les gens attendent la suite »

Si personne ne conteste le déclin de la mobilisation dans les manifestations du samedi, attribué par beaucoup à la « répression policière », ils espèrent donner un nouveau souffle au mouvement. « Les gens attendent la suite », affirme Sylvia Fischbach, 35 ans, hôtesse de caisse administrative à Forbach (Moselle). « Manifester tous les samedis, marcher, chanter, j'aime bien. Mais on avait une vie avant le 17 (novembre 2018), on aimerait bien avoir une vie après aussi », poursuit-elle. La prochaine étape pourrait être, selon elle, « d'investir les mairies et les municipales ».

Une idée partagée par Christophe Prévost, 51 ans. « On va essayer de rassembler un maximum de monde, parler aux déçus de la politique, leur proposer de venir sur une liste citoyenne, pas forcément étiquetée "gilets jaunes" », suggère ce chargé d'affaires dans l'immobilier de Bagnols-sur-Cèze (Gard). Mais attention, cette liste sera « interdite aux figures politiques », lance-t-il devant un groupe de travail sur les « assemblées citoyennes ». Certains désapprouvent. « On a intérêt à ce que tout le monde adopte les règles démocratiques que l'on propose », répond une « gilet jaune » de Lyon. lemonde.fr

- Gilets Jaunes, Acte XXXIII - secoursrouge.org (tendanceclaire.org)

Ce samedi 29 juin, les manifestations des Gilets Jaunes en France ont rassemblé près de 6 000 personnes selon le ministère de l'intérieur et plus de 10 200 selon les Gilets Jaunes.

A Paris, plus de 1300 personnes ont manifesté dans l'après-midi où la manifestation avait pour thème la dénonciation des violences policières.

A Lille, environ 500 Gilets jaunes ont manifesté, un gilet jaune a été blessé et cinq personnes ont été interpellées et placées en garde à vue,

A Reims, où les manifestations avaient été interdites, 18 personnes ont été interpellées dont 9 placées en garde à vue.

À Rennes, plusieurs centaines de "gilets jaunes" ont manifesté, dont certains ont tenté de pénétrer dans le centre où les manifestations avaient été interdites. Trois personnes ont été interpellées pour des jets de projectiles ou des outrages.

D'autres manifestations se sont tenues entre autre à Bordeaux, Toulouse, Montpellier...

Ce week-end, plus de 600 Gilets jaunes de toute la France se réunissaient à Montceau-les-Mines pour leur troisième "Assemblée des assemblées" pour discuter sur les suites à donner au mouvement.

- Montceau-les-Mines: des gilets jaunes de toute la France réfléchissent à la suite du mouvement - france3-regions.francetvinfo.fr

Le mouvement des "gilets jaunes" né en novembre 2018 est toujours là, même s'il s'essouffle. Après des mois de manifestations tous les samedis pour demander davantage de justice sociale, il y a moins de monde dans les rues.

Mais, un noyau d'irréductibles résiste. Ils ont décidé de se réunir à Montceau-les-Mines pour tenir la troisième "Assemblée des assemblées" des "gilets jaunes" samedi 29 et dimanche 30 juin 2019. "Le mouvement couve, les braises sont encore là. On voudrait faire en sorte que le mouvement reste bien vivant pour qu'il soit un garde-fou des politiques", explique Pierre-Gaël Laveder, un des "gilets jaunes" de l'échangeur du Magny, à Montceau.

Après Commercy en janvier et Saint-Nazaire en avril, c'est la troisième fois que les "gilets jaunes" se retrouvent pour réfléchir à l'avenir du mouvement né il y a huit mois, quand la décision d'augmenter les taxes sur les carburants avait provoqué un embrasement social inédit, né sur les réseaux sociaux.

L'été, ce sont les vacances, mais il y aura de nouvelles manifestations à la rentrée de septembre, assurent les "gilets jaunes" réunis au gymnase du Pouloux pour deux jours. Environ 250 délégations de l'Hexagone sont présentes.

Au programme : des ateliers où l'on débat entre autres du capitalisme ou encore du RIC, le référendum d'initiative citoyenne tant souhaité. Parfois, la présence des journalistes n'est pas souhaitée.

Une quatrième "Assemblée des assemblées" est prévue. La date et le lieu choisi pour ce prochain rendez-vous devraient être connus dimanche. france3-regions.francetvinfo.fr

MYSTIFICATION TOUT AZIMUT. DÉMOCRATIE ET LA JUNGLE DU MARCHÉ LIBRE SONT-ILS COMPATIBLES ?

- La moitié de la population mondiale estime ne pas vivre en démocratie - lefigaro.fr 28.06

Un vaste sondage réalisé auprès de 175.000 personnes à travers 54 pays révèle que la moitié seulement des habitants de la planète jugent que la démocratie est respectée dans leur pays. Cette proportion tombe à 20% au Venezuela, et culmine à 78% en Suisse. Près de 80% des sondés estiment qu'il est important de vivre dans un pays démocratique (ce taux atteint 92% en Grèce). Enfin, 41% de la population souhaiteraient davantage de démocratie dans leur pays.

L'étude, conduite par l'institut Dalia Research et la fondation Alliance of Democracies, traduit l'attachement du public au système démocratique, même si celui-ci subit critiques et attaques. En Europe de l'Est, certains chefs d'État populistes sont accusés de porter atteinte à des institutions démocratiques essentielles, notamment Viktor Orban en Hongrie ou le parti PiS en Pologne. En mai dernier, tous deux ont toutefois largement remporté les élections européennes dans leurs pays.

Le niveau d'attachement à la démocratie est relativement bas en Russie et en Chine, deux pays dirigés par des chefs d'États qui sont régulièrement critiqués pour leur exercice autoritaire du pouvoir. En Russie, seulement 45% de la population souhaitent davantage de démocratie. En Chine, ils ne sont que 19%. En Iran, 55% de la population estime que la démocratie est importante. En 2018, une étude de l'Ifop pour Ouest-France indiquait que quatre Français sur dix seraient prêts à confier la direction du pays à un pouvoir autoritaire. Ces données semblent illustrer un recul de l'idéal démocratique.

«La perception du public est que la démocratie est en déclin parce que les gens veulent moins de démocratie, nuance Anders Fogh Rasmussen, ancien premier ministre danois et fondateur de la fondation Alliance of Democracies. Or cette étude montre le contraire: les gens veulent avoir plus d'influence sur la manière dont les décisions sont prises. Les dirigeants politiques doivent entendre cet appel et montrer aux peuples que leurs voix comptent toujours dans les couloirs du pouvoir» .

Environ 45% de la population qui vit en démocratie pense que leur pays n'est pas démocratique, explique Nico Jaspers, directeur général de Dalia Research. «Lorsque vous interrogez les citoyens du monde sur l'état de la démocratie dans leur pays, il devient vite évident que la crise que vivent les démocraties dans le monde n'est pas un cri contre la démocratie. C'est un cri pour plus de démocratie».

Cette demande a récemment été mise en lumière par le mouvement des «gilets jaunes», dont l'une des principales revendications est de participer plus activement à la prise de décision - notamment par le biais du référendum d'initiative citoyenne. En France, l'étude révèle que 41% de la population juge le pays démocratique, et que 48% de la population souhaiterait davantage de démocratie.

Ces résultats ont été publiés à la veille du sommet organisé par la fondation Alliance of Democracy, qui s'achève ce vendredi à Copenhague, au Danemark. La capitale danoise accueille plus de 500 personnes dont des journalistes, universitaires, personnalités politiques et chefs d'entreprise issus de près de 40 États différents afin de débattre de la démocratie et de la technologie, de l'influence américaine ou de la démocratie européenne. lefigaro.fr 28.06

L'Otan garante de la démocratie ou quand l'ONU doit passer sous le joug de l'Otan.

Une étude évaluant les perceptions globales de la démocratie, l'indice de perception de la démocratie, a été publiée aujourd'hui et montre que les citoyens des alliés américains traditionnels ressentent négativement l'impact du leadership américain sur la démocratie mondiale. "J'aimerais que cette étude serve de sonnette d'alarme aux États-Unis: le protectionnisme et l'isolationnisme réduisent à néant un ordre fondé sur des règles démocratiques qui a apporté la prospérité et la paix à notre monde moderne", a déclaré Anders Fogh Rasmussen, ancien Premier ministre danois. Ministre et fondateur de la Fondation Alliance des Démocraties.

Qu'est-ce que la fondation Alliance of Democracy ?

Une ONG de l'Otan !

"La fondation Alliance of Democracies est une organisation à but non lucratif vouée à la promotion de la démocratie et aux marchés libres à travers le monde. Il a été créé en décembre 2017 par l'ancien secrétaire général de l'OTAN et ancien Premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen ..." dénonçant les

"autocrates comme Vladimir Putin, Kim Jong-un, et Bashar al-Assad". Cette ONG est destinée à avoir de l'influence sur les Etats présents à l'ONU : " Selon Rasmussen, la nouvelle alliance des démocraties ne serait pas une nouvelle ONU mais plutôt une organisation qui la compléterait. "

Son premier sommet en 2018 accueillit d'ex-Premier ministres des puissances occidentales ou la fine fleur de la réaction, dont Tony Blair :

- "The first annual Copenhagen Democracy Summit took place in Copenhagen on July 22, 2018. Among those who attended were current Danish Prime Minister Lars Løkke Rasmussen, Joe Biden, Tony Blair, Stephen Harper, Felipe Calderón, José María Aznar, and former Estonian President Toomas Ilves."

La Transatlantic Commission on Election Integrity en fait également partie, elle a été fondée par les mêmes personnalités, Anders Fogh Rasmussen, Michael Chertoff, Joe Biden, et comptant parmi ses membres Nick Clegg, Toomas Ilves, and Felipe Calderón.

Son objectif : "renforcer les défenses des démocraties occidentales contre les ingérences extérieures" , concrètement : "La Commission souhaite que lors des 20 prochaines élections dans les pays de l'UE et de l'OTAN entre 2018 et le prochain concours présidentiel américain en novembre 2020, elles proposent une approche plus collective pour lutter contre l'ingérence électorale."

Membres fondateurs.

Coprésidents:

Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN (2009-2014), fondateur de la fondation Alliance of Democracies, Rasmussen Global

Michael Chertoff, secrétaire américain à la Sécurité intérieure (2005-2009)

Membres:

Joe Biden, vice-président des États-Unis (2009-2017)

Felipe Calderon, président du Mexique (2006-2012)

Eileen Donahoe, directrice exécutive, Global Digital Policy Incubator, Centre Stanford pour la démocratie, le développement et la règle de droit

Toomas Ilves, président de l'Estonie (2006-2016)

Natalie Jaresko, directrice exécutive du Conseil de surveillance et de gestion financières de Porto Rico, ministre des Finances de l'Ukraine (2014-2016)

Tanit Koch, rédactrice en chef du magazine Bild (2016-2018)

Jeanne Meserve, présentatrice et correspondante pour ABC News et CNN (1984-2011), chercheuse principale au Centre pour la cyber-sécurité et la sécurité intérieure de l'Université George Washington (2011-2017).

Victor Pinchuk, homme d'affaires et philanthrope ukrainien, fondateur de la Fondation Victor Pinchuk

Marietje Schaake, membre du Parlement européen pour D66 (ALDE), vice-présidente de la délégation du Parlement européen aux États-Unis

Joanna Shields, membre du Parlement européen pour D66 (ALDE), vice-présidente de la délégation du Parlement européen aux États-Unis

John Negroponte, secrétaire d'État adjoint des États-Unis (2007-2009), directeur du renseignement national (2005-2007)

Et quand sur Google vous tapez : Alliance of Democracies Foundation, vous atterrissez sur le portail de la NED, une vitrine de la CIA ! Vous pouvez le vérifier : <https://www.demdigest.org/tag/alliance-of-democracies-foundation/>

<https://mailchi.mp/allianceofdemocracies/democracy-index-united-states>

Dalia Research - L'étude publiée par Dalia Research et l'Alliance of Democracies Foundation a demandé aux répondants d'indiquer s'ils estimaient que les États-Unis avaient eu un effet positif ou négatif sur la démocratie dans le monde. Il est à noter que certains des alliés traditionnels les plus proches des États-Unis étaient les plus critiques: l'Autriche (négatif à 66%), l'Allemagne (62%), le Danemark (59%), la Suisse (58%) et le Canada (58%).

Les résultats montrent également que les démocraties occidentales ont généralement tendance à considérer les plateformes de médias sociaux et le secteur financier mondial comme des menaces pour la démocratie. D'autre part, le reste du monde a tendance à considérer ces menaces comme des menaces moins critiques pour la démocratie. À l'échelle mondiale, la plupart des citoyens estiment que la démocratie est la forme de gouvernement la plus efficace, mais ils ne pensent pas qu'il en existe assez dans leur pays.

Les pays où les médias sociaux ont le plus gros impact négatif sur la démocratie sont les suivants: Autriche (43% de négatifs), Canada (43%), États-Unis (42%), Pays-Bas (41%) et Australie (41%).

Les pays où les gens pensent que les banques et le secteur financier ont eu l'impact le plus négatif sur la démocratie sont: la Grèce (64% négatif), l'Italie (61%), l'Allemagne (56%), la France (55%) et la Belgique 53%.

La majorité des personnes interrogées dans chaque pays (79% en moyenne) pensent qu'il est important d'avoir la démocratie dans leur pays et 41% dans le monde pensent qu'il n'y a pas assez de démocratie dans leur pays.

À propos de Dalia Research.

Fondée en 2013 et basée à Berlin, Dalia est une startup technologique en plein essor qui vise à donner aux agences de recherche, marques, bureaux d'études, universités, institutions publiques et autres organisations l'accès à des données de marché et d'opinion de grande qualité à l'échelle mondiale. Exploitant l'économie des applications et combinant la science des données de pointe avec les technologies de ciblage et d'attribution en temps réel, le moteur de connaissances de Dalia distribue des millions de micro-enquêtes dans le monde entier pour recueillir et analyser des données en temps réel sur les attitudes des consommateurs, l'opinion publique et les tendances du marché. A la recherche des tendances futures dans le secteur des informations, Dalia se consacre à l'amélioration de la qualité et de la précision de la recherche grâce à des méthodologies statistiques de pointe. Dalia Research 25 juin 2019

Vous voulez en savoir plus sur leur tentaculaire instrument de propagande mondiale ? Attention, estomac fragile, ce n'est pas comestible !

DemDigest ou Democracy digest est une coalition d'officines dont l'idéologie est dictée par la NED, soit le clan de l'oligarchie anglo-saxonne le plus fanatique.

Quelques extraits d'articles, où vous retrouverez les sujets à l'ordre du jour de la propagande mondiale de l'oligarchie et qui font l'actualité quotidienne depuis des mois ou des années, et qui figuraient à l'agenda de la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2019 ou encore des réunions de l'Otan, une pure coïncidence évidemment !

Développer la démocratie avec urgence et résolution - DemDigest 18 juin 2019

Dans son témoignage, le président de NED, Carl Gershman (à gauche), a expliqué en quoi l'approche fondée sur les subventions de NED lui permet d'être «agile... en agissant rapidement, de manière flexible et efficace, en fournissant une assistance vitale aux militants travaillant dans les environnements les plus difficiles».

Les démocraties "pas assez démocratiques", beaucoup dans l'Ouest considèrent les banques et les médias sociaux comme des menaces politiques - DemDigest (NED) 25 juin 2019

Adversaire ou ennemi? Il est «peu probable que la Chine s'effondre» - DemDigest 16 mai 2019

Depuis que Xi Jinping est arrivé au pouvoir en 2012, la Chine s'est comportée de façon de plus en plus néfaste. Sur le plan intérieur, il est passé d'un régime de parti unique à un régime unique et est devenu un État de surveillance qui enferme des centaines de milliers de personnes innocentes dans des camps de concentration. À l'étranger, il fouille, vole, kidnappe, trompe, pollue, mine, corrompt, prolifère et fait de l'intimidation. ... La Chine représente également un danger sous-estimé. À bien des égards, il a déjà atteint un sommet. Son économie est en train de glisser; sa dette explose; sa population vieillit; ses effectifs diminuent; et ses citoyens les plus prospères s'en vont. Les puissances montantes peuvent attendre leur heure. Ceux qui sont en déclin - du moins ceux qui sont autoritaires - ont tendance à tenter leur chance.

Sous la direction du président Xi Jinping, la Chine déploie à une échelle sans précédent un réseau de surveillance omniprésent qui exploite les technologies émergentes - y compris l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique - pour éliminer les dissensions politiques internes et optimiser le contrôle politique du Parti communiste chinois (PCC). De manière alarmante, la Chine exporte ce modèle de contrôle social impulsé par la technologie vers des pays du monde entier, contribuant à une résurgence internationale de l'autoritarisme dans de nombreuses démocraties émergentes.

L'approche programmatique de NED visant à contrer l'influence de la Chine sur le monde, qui menace les normes, institutions et institutions démocratiques, est ancrée dans trois composantes interdépendantes: développer et accélérer la capacité des groupes de réflexion, de la société civile et des journalistes d'étudier et d'analyser l'influence chinoise sur la politique, l'économie et les médias. société; renforcer la capacité de ces acteurs, y compris ceux travaillant dans le domaine de la technologie civique, à réagir de manière appropriée et stratégique; et relier les efforts au niveau des pays avec des homologues engagés dans un travail similaire dans le monde entier.

- Quelles démocraties combattent le mieux la désinformation russe? - DemDigest 11 mai 2018

Certaines démocraties résistent plus que d'autres aux campagnes de déstabilisation russes, selon un nouveau rapport du think tank European Values, écrit par Alandete pour El Pais:

Valeurs européennes... passe en revue les 28 États membres de l'Union européenne et leurs alliés une année sur l'autre et évalue leur réaction à la menace que représentent les campagnes de désinformation russes. Les pays les moins au courant sont la Hongrie, l'Autriche, le Portugal et l'Italie.

L'Espagne figure pour la première fois dans le même groupe que la France, la Roumanie, l'Allemagne, la Finlande, la République tchèque, le Danemark et le Danemark et la Pologne...une place derrière le Royaume-Uni, la Suisse, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie, considérés comme la ligne de front contre les tentatives de la Russie de déstabiliser les démocraties de l'Europe.

La semaine dernière, l'OTAN a reconnu les valeurs européennes pour son travail consistant à exposer les activités de subversion de la Russie en Europe de l'Est, a ajouté Alandete. Des sources de l'OTAN affirment que "la Russie est aujourd'hui la plus grande menace contre l'Occident" [et] ont averti que "le gouvernement russe est intéressé à attiser les conflits patriotiques et religieux. Il est également de plus en plus actif en Méditerranée et exploitera sans aucun doute nos faiblesses dans ce domaine. "

L'intervention de la Russie n'est pas nouvelle, mais elle est plus agressive et plus répandue que jamais, écrit Josh Rogin du Washington Post:

Les dirigeants de sociétés ouvertes aux perspectives politiques différentes doivent mettre de côté leurs vieux désaccords et s'unir pour partager des informations, renforcer les défenses et éduquer notre public. Sans cela, la Russie continuera de saper nos systèmes démocratiques, de susciter l'instabilité et de nourrir le nationalisme des côtés gauche et droit du spectre politique. Si cela est autorisé, les démocraties libérales vont laisser tomber leur propre peuple et ne serviront plus de modèle pour ceux qui vivent dans des systèmes autocratiques aujourd'hui.

<https://www.demdigest.org/recommended-reads/#blogs>

- À l'époque d'une résurgence autoritaire et d'une régression démocratique, Democracy Digest est un atout vital, alliant informations et analyses pour informer et inspirer la lutte pour la liberté. Un article à lire absolument et bienvenu dans toute boîte de réception. (Amanda Schnetzer - Directrice des initiatives mondiales à l'Institut George W. Bush)

ILS OSENT TOUT.

- Les dons affluent pour Carola Rackete, la capitaine du "Sea-Watch", arrêtée après avoir secouru des migrants en Méditerranée - Franceinfo 30.06
- Dans la médina de Tunis, des touristes confiants malgré le double attentat - AFP 28.06
- Missouri: la dernière clinique d'IVG de l'État menacée de fermeture - LeFigaro.fr 28.06
- Venezuela: condamnations et appels à l'ONU après la mort d'un soldat en détention - AFP 30.06
- Le Japon reprend la chasse commerciale à la baleine après trente ans d'interruption - Franceinfo 30.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Soudan

- Derrière le nouvel homme fort du Soudan, Mohamed Hamdan Daglo, l'Arabie Saoudite ? - Franceinfo 28 juin 2019

Près de 30 000 soldats soudanais combattent aux côtés de la coalition saoudienne au Yémen, a déclaré le chef adjoint du conseil militaire au pouvoir au Soudan. Dans un discours prononcé à Abri, dans la banlieue de la capitale Khartoum, Mohamed Hamdane Daglo, vice-président du Conseil militaire de transition (TMC), homme fort du nouveau pouvoir, a déclaré que les forces soudanaises étaient la plus importante des forces de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen, a rapporté l'agence turque Anadolu.

Mohamed Hamdan Daglo, dit "Hemetti", le "leader de facto du pays" , selon le Financial Times, réaffirmait ainsi les liens qui unissent le pouvoir militaire soudanais avec l'Arabie Saoudite et les Emirats qui mènent une guerre sanglante au Yémen. D'ailleurs, au lendemain de la destitution d'Omar el-Béchar, le 11 avril 2019, il avait notamment "décidé de maintenir sa participation à la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis au Yémen", rappelle Jeune Afrique.

Le chef des RSF (Forces de soutien rapide), "une unité paramilitaire formée à partir des vestiges des redoutables milices à cheval Janjawid au Darfour" s'est ainsi rendu en Arabie Saoudite. Il a construit une véritable relation avec l'Arabie en s'occupant, sous le règne d'Omar el-Béchar, le président déchu, du déploiement des forces soudanaises au Yémen dans la coalition dirigée par Riyad. "En retour, le général Hamdan a gagné d'importants nouveaux amis, dont le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, en plus d'une rémunération généreuse pour ses troupes. Les salaires saoudiens ont contribué à redorer le

blason du général Hamdan dans son Darfour natal, où certains habitants des communautés qu'il avait terrorisées ont constaté des avantages lors de son accession au pouvoir", écrit le Financial Times.

Le général au passé sulfureux (il est accusé de massacres au Darfour) a réussi son ascension. Selon le New York Times, "la guerre a enrichi le général Hamdan, qui possède des intérêts dans les mines d'or, la construction et même une société de location de limousines. Parmi ses clients, Mohammed ben Salmene, prince héritier de l'Arabie Saoudite."

C'est ce même homme qui a mené la sanglante répression le 3 juin contre les manifestants à Khartoum. Le responsable des RSF "conserve un soutien régional, voire international. Ses forces sont appuyées à la fois par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, qui souhaitent les voir continuer à participer à la guerre catastrophique du Yémen", rapporte Al Jazeera.

Dans ce conflit yéménite qui concrétise toutes les divisions du Proche-Orient, le Soudan, frontalier de l'Égypte, est devenu un élément important que l'Arabie n'entend pas perdre. Tout comme le président Sissi au Caire, allié de l'Arabie. Dans un article du 15 juin, Le Monde prête à Mohamed Hamdan Daglo "Hemetti" l'intention d'envoyer certains de ses ex-miliciens en Libye... aux côtés des forces du maréchal Haftar, grand allié du maréchal Sissi... et donc de l'Arabie Saoudite. Franceinfo 28 juin 2019

- Soudan: sept morts lors de manifestations massives - AFP 30.06

Sept personnes ont été tuées dimanche au Soudan lors de manifestations massives pour réclamer aux militaires un transfert du pouvoir aux civils, selon l'agence de presse officielle, la contestation ayant réussi le pari de la mobilisation malgré le déploiement des forces de l'ordre. AFP 30.06

Albanie

- En pleine crise politique, seuls 20% des Albanais ont voté ce dimanche - euronews 30.06

Les Albanais ont voté dimanche mais très peu se sont déplacés jusqu'aux urnes. La participation n'atteignait pas 20% à l'heure de la fermeture des bureaux. Ces élections municipales divisent un pays englué dans une crise politique depuis février et la démission du parlement des députés de droite pour obtenir le départ du premier ministre socialiste Edi Rama.

Le report initial de ce scrutin municipal a renforcé la position de Rama. Le parlement, acquis à sa cause, a engagé une procédure de destitution du président Ilir Meta et confirmé la tenue des élections.

L'opposition a déjà prévenu qu'elle ne reconnaîtrait pas les résultats du vote. De nombreuses manifestations ont ainsi paralysé Tirana toute la journée. En Europe, la situation est observée très attentivement. L'État des Balkans aspire à entrer dans l'Union Européenne, une adhésion qui sera discutée cet automne par les États-membres. euronews 30.06

Honduras

- Au Honduras, la pire crise politique depuis le coup d'État de 2009 - AFP28 juin 2019

Saigné par une émigration massive, miné par la corruption et secoué par de violentes manifestations réclamant la démission du chef de l'État Juan Orlando Hernandez, le Honduras s'enfoncé dans la crise, dix ans après le coup d'État contre le président de gauche Manuel Zelaya.

Blocages de rues dans la capitale et plusieurs grandes villes, manifestants par milliers pour réclamer "la destitution immédiate" du président de droite : le petit pays d'Amérique centrale (9 millions d'habitants) connaît depuis un mois une vague de protestations contre le gouvernement de Juan Orlando Hernandez, au pouvoir depuis 2014.

Médecins et enseignants, soutenus par les étudiants et de nombreux habitants, sont à l'origine de cette mobilisation contre deux décrets gouvernementaux qui, selon eux, privatisent la santé et l'éducation.

L'arrestation en novembre de Tony Hernandez, le frère du président, aux Etats-Unis où il doit être jugé pour trafic de drogue, a également cristallisé le mécontentement de la population.

Lundi, la tension est encore montée d'un cran lorsque la police militaire a tiré sur une manifestation d'étudiants à Tegucigalpa, blessant au moins quatre personnes, alors que la répression policière a déjà fait trois morts et des dizaines de blessés.

D'autres manifestations, à l'appel de l'opposition, sont prévues vendredi à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'Etat militaire contre le président Zelaya, aujourd'hui à la tête du parti Liberté et Refondation (gauche).

- "JOH dehors !" -

Le 28 juin 2009, après trois ans au pouvoir, Manuel Zelaya était arrêté chez lui et expulsé vers le Costa Rica, accusé de vouloir instaurer au Honduras le "socialisme du XXI^e siècle", promu à l'époque par le Vénézuélien Hugo Chavez (1999-2013), avec lequel le chef de l'Etat avait opéré un rapprochement inédit.

Quelques mois plus tard, le candidat du Parti national (PN, droite), Porfirio Lobo, est élu à la présidence. Lui aussi du PN, Juan Orlando Hernandez lui succède en 2013, puis devient le premier président réélu pour un second mandat de quatre ans, après une réforme constitutionnelle.

Dix ans après le coup d'Etat, Porfirio Lobo lui-même estime que le pays traverse une crise pire qu'en 2009, avec un président "honné" par la population et auquel il recommande de démissionner.

"JOH dehors!" est devenu le mot d'ordre des manifestants, en référence aux initiales du chef de l'Etat. Un slogan surgi au sein de l'opposition de gauche qui n'a cessé d'accuser le président de fraudes électorales.

Pour l'ex-président Lobo, le gouvernement n'a pas été en mesure de s'attaquer aux problèmes économiques et au chômage qui poussent chaque année des dizaines de milliers de Honduriens à émigrer vers les Etats-Unis, parfois dans de spectaculaires "caravanes" cheminant à pied.

Mardi, le président Hernandez a exclu de démissionner. "Je vais faire (mon travail) jusqu'au dernier jour de mon mandat" en janvier 2022, a-t-il déclaré à la télévision.

- Pourrissement -

De son côté, Manuel Zelaya considère que la situation n'a cessé de se détériorer depuis 2009 : "Dix ans après, le peuple est dans la rue, les entreprises de transport sont en grève, il y a des soulèvements au sein même de la police", dénonce-t-il.

A deux reprises, les forces spéciales ont fait grève pour protester contre leurs journées de travail exténuantes depuis le début des manifestations antigouvernementales.

"Le peuple est dans la rue (pour réclamer) une baisse des prix de l'électricité, de l'eau, de l'essence", constate l'ex-président.

Récemment, l'Eglise catholique, très influente dans le pays, s'est prononcée contre le gouvernement. "Dans certains cas, (ils) sont la cause du problème", a déclaré la Conférence Épiscopale, dénonçant une gestion des problèmes par le pourrissement "qui ne fait qu'aiguïser les conflits".

Victor Meza, directeur de l'ONG Centre de documentation du Honduras, juge une telle prise de position encore impensable il y a quelques mois. Selon lui, "Hernandez est de plus en plus affaibli au sein de son propre parti et plus il s'affaiblit, plus sa dépendance à l'égard de ses soutiens, les Etats-Unis et les forces armées, est grande".

Le 20 juin, M. Hernandez a rencontré à Washington le vice-président américain Mike Pence, une réunion destinée à "renforcer la relation étroite" entre les deux pays, selon la Maison Blanche. AFP 28 juin 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Une énième crise des déchets plonge Rome en apnée - LeFigaro.fr 28.06

La Ville Éternelle devient pestilentielle. Depuis trois semaines, le concours de la photo de poubelle la plus dégoûtante est lancée sur les réseaux sociaux. Les habitants de certains quartiers de Rome (Italie) rivalisent de clichés de leurs rues devenues des dépotoirs en plein air. Le 16 juin, la maire Virginia Raggi -Mouvement 5 Étoiles- a estimé que «la nouvelle d'une prétendue urgence ne trouve heureusement aucune base».

Voilà dix ans que Rome souffre d'une puanteur qui s'imisce partout. L'affaire surgit sur la scène publique en 2013 quand le plus grand site d'enfouissement d'Europe, Malagrotta, au sud-ouest de la ville, est définitivement fermée. Depuis plusieurs années, son fonctionnement, en plus d'être opaque, laissait grandement à désirer: les déchets étaient envoyés en centre de tri sans être correctement traités. Restaient les décharges de Rocca Cencia, à l'est, et celle de Via Salaria au nord. La première, régulièrement surchargée, a été incendiée en mars dernier ; la seconde est partie en fumée en décembre 2018. Deux sites de traitement biologique existent encore à Malagrotta, mais des travaux de maintenance ont réduit son activité depuis le mois d'avril. Sans alternative, les Romains étouffent.

Rats, mouettes, asticots qui grouillent au sol et grandissent jusqu'à devenir des mouches... Ces nuisibles ont trouvé un nouveau foyer dans les poubelles des Romains, contraints de laisser leurs ordures se putréfier sous les fortes chaleurs.

Un phénomène vient s'ajouter au marasme ambiant. Excédés par les montagnes de déchets, les Romains ont décidé de résoudre le problème par le feu. Plus de 300 sites ont été incendiés en trois ans, avait indiqué en octobre dernier Sergio Costa, ministre de l'Environnement, proche du Mouvement 5 Étoiles. C'est d'ailleurs sur ce point que la maire Virginia Raggi a privilégié sa communication ce mois-ci. Sur Facebook, l'édile, en plus de faire la chasse aux «zozzone», les «sagouins» qui déposent leurs ordures à côté des poubelles, dénonce des «actes de sabotage». Ces incendies criminels, estime-t-elle, sont un «véritable attentat à la santé», les fumées dégagées étant toxiques,, ainsi qu' «aux poches des contribuables», rappelant «que chaque benne coûte environ 800 euros. Ces dernières années, nous avons donc «brûlé» un peu moins d'un million d'euros que nous aurions pu investir pour la ville». Or, signe du manque de considération sur ce sujet, la municipalité romaine n'a plus de conseiller environnement depuis des mois.

Qui est responsable? Pour Raggi, il faut se tourner vers la région Latium. Et pour son président, Nicola Zingaretti issu du parti d'opposition démocrate, la région n'est pas «obligée de recevoir les déchets provenant de la capitale». Quand l'un fait une proposition, l'autre s'y oppose et vice-versa. Mais ce bras de fer politique confine à l'immobilisme, que les riverains indisposés peinent à comprendre.

Face à la crise des déchets, le navire Rome prend l'eau de toutes parts. Et chaque nouvel accroc vient alourdir un système déjà exsangue. Depuis début 2019, la capitale produit 5 000 tonnes de déchets par jour, soit plus de 1,8 million de tonnes par an. Les équipes de ramassage de la société AMA sont trop peu nombreuses pour quadriller correctement toute la ville.

Les usines TMB sont peu nombreuses, vétustes et s'enrayent à la moindre anicroche. Les déchets recyclables et non-recyclables doivent être séparés. Normalement, ces derniers quittent la ville pour d'autres destinations: décharges régionales, incinérateurs ou usines d'exploitation étrangères. Or la quantité de déchets reçue est bien plus élevée que la capacité d'accueil initiale des usines. De fait, celles-ci qui ne devaient être qu'un point de passage dans le vaste cycle de recyclage ou de destruction des déchets, sont devenues d'authentiques lieux de stockage. En plus des incendies d'usines, la pression s'est accentuée quand un contrat -controversé- avec l'Autriche est arrivé à terme fin 2018, sans qu'aucune alternative ne soit proposée. Cet engagement prévoyait l'acheminement de 70.000 tonnes d'ordures romaines par an vers des incinérateurs autrichiens, qui alimentaient ensuite 170 000 familles en électricité. LeFigaro.fr 28.06

ECONOMIE

UE - Mercosur

LVOG - Pourquoi exporter à l'autre bout du monde ce qu'on peut produire et consommer sur place ?

Parce qu'avec le capitalisme on ne produit pas pour satisfaire les besoins de la population mais uniquement pour faire du profit. On produit au-delà de nos besoins locaux ou nationaux, voire continentaux, et on exporte le reste. On encombre les océans, les routes et les airs, on pollue et gaspille un maximum d'énergie fossile, les produits sont conditionnés et maltraités, ils passent par plein d'intermédiaires et sont plus chers à l'arrivée, peu importe, seul le profit compte, tel le veut la logique du capitalisme.

- Commerce: après 20 ans de discussions, accord "historique" entre UE et Mercosur - AFP 29 juin 2019

L'Union européenne et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) ont annoncé vendredi s'être entendus sur un vaste traité de libre-échange, touchant près de 770 millions de consommateurs, qu'ils négociaient depuis 20 ans.

"Je mesure mes paroles avec soin car c'est un accord réellement historique", a réagi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, depuis le Japon où il participait au sommet du G20.

La conclusion de ce pacte envoie "un réel message en soutien à un commerce ouvert, équitable, durable", a-t-il insisté. "Cela montre que dans ces temps turbulents (...), des compromis peuvent être trouvés".

Derrière lui, avaient pris place, pour la photo, l'ensemble des dirigeants européens et du Mercosur - dont la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron -, comme pour symboliser leur union face au courant protectionniste.

Le président argentin Mauricio Macri a aussi salué à Osaka un "jour historique", tandis que le Brésil se félicitait de l'engagement des deux blocs, à une époque "de tensions et d'incertitudes dans le commerce international, en faveur de l'ouverture économique".

Les négociateurs étaient entrés mercredi soir à Bruxelles dans la dernière ligne droite des discussions, avec l'objectif de s'entendre enfin sur ce texte, dans un contexte mondial déstabilisé par la politique commerciale offensive du président américain, Donald Trump.

Cet accord permettra d'éliminer de nombreux droits de douane entre les deux parties au niveau industriel et agricole, mais concerne aussi les services, les marchés publics, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires et la propriété intellectuelle.

Le PIB de l'UE et du Mercosur représente un quart de celui de la planète, soit 18.000 milliards d'euros. L'accord, un des plus vastes jamais conclus par les 28, suscite cependant la profonde inquiétude des agriculteurs européens, qui craignent une concurrence jugée déloyale, ainsi que des ONG, préoccupées par ses conséquences pour le climat.

Le compromis négocié par la Commission devra être approuvé par les 28 Etats membres, un parcours qui s'annonce délicat, puis par le Parlement européen.

Les Européens ont obtenu de dernières avancées du côté du Mercosur en matière d'indications géographiques: 357 seront finalement protégées. Et surtout l'ouverture de leur secteur automobile, les droits élevés du Mercosur sur les voitures (35%) et les pièces détachés (jusqu'à 18%) devant à terme être éliminés.

A l'inverse, les Sud-Américains obtiennent un accès accru au marché européen pour leur production agricole, en particulier leur boeuf.

Les agriculteurs européens n'ont cessé de protester ces derniers mois contre ces discussions.

Le compromis comporte "certains défis pour les agriculteurs européens et la Commission européenne sera à leur disposition pour les aider", a concédé le commissaire à l'Agriculture Phil Hogan. Il leur promet "une aide financière" jusqu'à un milliard d'euros "en cas de perturbation du marché".

"Pour que cet accord soit gagnant-gagnant, nous ne nous ouvrirons aux produits agricoles du Mercosur qu'avec des quotas soigneusement gérés qui garantiront qu'aucun produit ne risque d'inonder le marché européen", a-t-il insisté.

L'accord permettra au Mercosur d'exporter 99.000 tonnes de viande bovine en Europe sans droit de douane chaque année.

Les négociations ont aussi été attaquées dans une lettre ouverte par 340 ONG européennes et sud-américaines, dont Greenpeace et Friends of the Earth, sur deux autres fronts: l'environnement et les droits de l'Homme.

Ces organisations, déjà opposées pour certaines aux précédentes négociations commerciales de l'UE avec les Etats-Unis ou le Canada, condamnent "la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil" depuis l'investiture en janvier du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro.

Bruxelles met en avant que l'accord inclut un chapitre sur le développement durable, qui couvre "la conservation des forêts, le respect des droits des travailleurs et la promotion d'un comportement responsable des entreprises".

"Les normes de sécurité alimentaire de l'UE resteront inchangées et toutes les importations devront être conformes" à ces règles, comme c'est déjà le cas actuellement, ajoute aussi la Commission.

L'UE et le Mercosur ont échangé en 2018 pour près de 88 milliards d'euros de marchandises. Les pays d'Amérique du Sud ont essentiellement exporté leurs produits agricoles, et les Européens des produits industriels et pharmaceutiques. AFP 29 juin 2019

- À peine conclu, l'accord UE-Mercosur ulcère les agriculteurs (même macronistes) - Le HuffPost 29 juin 2019

"Concurrence déloyale et tromperie totale." L'accord de libéralisation commerciale entre l'UE et les quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) annoncé vendredi 28 juin au soir est jugé "inacceptable" par les agriculteurs français, y compris par l'éleveur et nouveau député macroniste Jérémy Decerle.

"Quelques semaines après l'élection européenne, inacceptable signature d'un accord Mercosur-UE qui va exposer les agriculteurs européens à une concurrence déloyale et les consommateurs à une tromperie totale", a tweeté la patronne du premier syndicat agricole français FNSEA, Christiane Lambert sur le slogan "n'importons pas l'agriculture et l'alimentation que nous ne voulons pas chez nous". Le HuffPost 29 juin 2019

UE - Vietnam

- L'UE et le Vietnam signent un accord de libre-échange - sputniknews.com 30.06

Signé ce dimanche à Hanoï, en présence de la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström et du ministre vietnamien de l'Industrie et du Commerce Tran Tuan Anh, l'accord de libre-échange prévoit la suppression de 99% des droits de douane entre l'Union européenne et le Vietnam.

Lorsque l'accord entrera en vigueur, l'UE lèvera 85% de ses droits de douane sur les produits vietnamiens, réduisant progressivement le reste au cours des sept prochaines années.

Pendant ce temps, le Vietnam lèvera 49% de ses droits d'importation sur les exportations de l'UE. Le reste sera éliminé au cours des 10 ans à venir.

Le Vietnam est le deuxième partenaire commercial de l'UE en Asie du Sud-Est, avec un chiffre d'affaires de 56 milliards de dollars pour l'an dernier. sputniknews.com 30.06

Cédéao

- Cédéao : en attendant la monnaie unique... - franceinfo 28.06

Un nom circule depuis des années, Eco. Une date de naissance : 2020. Les conclusions de la conférence des Chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui se tient le 29 juin 2019 à Abuja (Nigeria), donneront un nouvel indice sur la concrétisation de cet ambitieux projet monétaire. Et par conséquent sur la solidité de la volonté politique à y parvenir, bien qu'elle n'ait cessé d'être réaffirmée depuis le sommet de décembre 2017, dont le principal ordre du jour a été la création d'une monnaie unique.

Dans le communiqué final, les pays membres réitéraient "leur ferme volonté à œuvrer à l'atteinte des objectifs des pères fondateurs de la (Cédéao) de doter la région d'une union monétaire en vue d'accélérer la construction d'un espace de prospérité et de solidarité."

"La Cédéao, c'est 15 pays, 335 millions d'habitants, un PIB de 637 milliards de dollars, une superficie de 5,1 millions de km², 3 langues officielles et plus de 1000 langues locales." Momodou Saho - Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest

La convergence économique a été longtemps un frein à la création de la monnaie unique. Notamment parce que la Cédéao est une organisation qui a un profil monétaire particulier. Huit Etats (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) constituent déjà l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) qui utilise le franc CFA, autrefois arrimé au franc français et aujourd'hui à l'euro. Les sept autres (le Cap-Vert dont la monnaie a aussi une parité fixe avec l'euro, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone) ont chacun leur monnaie.

L'un des critères de convergence requis est lié à l'inflation. Les experts soulignent qu'il est complexe de chercher à harmoniser les taux d'inflation des pays de l'Umoa, associés à une économie forte – celle des pays développés de l'Union européenne –, avec ceux des autres membres de la zone Cédéao, des pays en voie de développement, dont les structures économiques diffèrent. Pragmatiques, les Etats ont fini par jouer la carte de la flexibilité sur cette question afin de se donner une chance d'atteindre leur objectif. "Il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une convergence macroéconomique soutenue", soulignait en 2018 Momodou Saho, directeur général de la l'Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (Amao).

Mais un autre obstacle, politique cette fois-ci, se dresse. Les sept pays, jaloux de leur souveraineté monétaire, craignent une ingérence française, par le biais des pays de la zone franc CFA. Le Nigeria, le géant sous-régional qui a toujours appelé à éviter toute précipitation dans le processus de mise en place de la future monnaie, l'a encore récemment souligné. "Si nous prenons une décision sur notre monnaie, elle doit être prudente, pour ne pas mettre notre économie en difficulté. C'est très important et c'est pourquoi les responsables de notre banque centrale ont été très précautionneux sur la question", confiait Musa Nuhu, le chef de la cellule nationale Cédéao au ministère nigérian des Affaires étrangères dans les colonnes du journal nigérian Vanguard en mai 2019.

En évoquant les pays francophones qui utilisent le CFA, il a déclaré : "Le problème qui se pose, c'est que la Banque centrale du Nigeria leur demande de dissocier le CFA de la Banque de France. La valeur de ce franc CFA est déterminée par la Banque de France, qui conserve leurs réserves et fixe également son taux de change."

"Pour le naira (la monnaie nigériane), a poursuivi le responsable nigérian, nous ne nous cachons pas derrière les institutions (...) nos réserves sont en dollars américains, en euros et récemment en (yuan) chinois, nous sommes donc seuls. Si une monnaie se cache derrière une autre, on ne peut pas apprécier sa valeur réelle". Histoire d'en finir avec le CFA

Alors que le débat autour du CFA fait rage dans les pays concernés, le projet de l'union monétaire de la Cédéao s'apparente à une porte de sortie offerte aux pays de la zone Franc. Néanmoins, souligne l'économiste togolais Kako Nubupko, "la perspective de la monnaie Cédéao ne peut pas empêcher de faire les réformes en zone Franc, parce que l'on ne sait pas quand elle sera effective. Le projet a été déjà reporté quatre fois. Les Etats seront-ils prêts pour 2020 (date de lancement prévue) ? Les relations avec le Nigeria sont-elles suffisamment claires pour se lancer dans cette monnaie ? (...) Il y a beaucoup de questions auxquelles nous n'avons pas encore de réponses."

Quels que soient les obstacles, selon un rapport de la BAD publié en 2016, l'achèvement de l'intégration monétaire de l'Afrique de l'Ouest souhaitée depuis les années 80 (le Programme de coopération monétaire de la Cédéao, PCMC) a été adopté en 1987) passe par la création d'une monnaie unique. D'autant qu'elle offrirait "aux pays d'Afrique de l'Ouest une opportunité de résoudre plus efficacement les nombreux problèmes monétaires auxquels ils sont actuellement confrontés" et qu'aucun d'eux ne peut résoudre seul.

Pour de nombreux observateurs, il est peu probable que les citoyens de la zone Cédéao tiennent dans leurs mains la monnaie commune en 2020, puisqu'il n'y a pas encore de banque centrale établie pour l'émettre (mais la possibilité que l'Agence monétaire ouest-africaine en devienne une est sur la table). Dans les prochains mois, l'Eco devrait plus s'apparenter à une unité de compte ou à une monnaie de référence au sein de la Cédéao. Une étape cruciale car les espèces sonnantes et trébuchantes de la monnaie commune ne relèveraient alors plus du virtuel. franceinfo 28.06

Etats-Unis - Pétrole de schiste.

- Le pétrole de schiste américain creuse des dettes abyssales - 2000watts.org 12 Juin 2019

Le pétrole de schiste américain creuse des dettes abyssales

Le pétrole de schiste a souvent été présenté comme l'eldorado énergétique du futur capable de rassasier l'Economie mondiale. Avec 8,5 millions de barils/jours, le schiste US pourrait encore augmenter d'un million b/j d'ici à la fin de l'année.

Cependant, dans les coulisses, le tableau est moins rose. Les faillites s'accumulent et le manque de retour sur investissement exaspère Wall Street. Un sondage sur 29 compagnies pétrolières actives dans le schiste montre qu'elles ont perdu 2,5 milliards \$ durant le premier trimestre de cette année. 174 faillites et le compteur tourne

Cette même dream-team avait déjà publié des pertes de 2,1 milliards durant le dernier trimestre 2018. Paradoxalement, ces performances négatives sont réalisées alors qu'elles ont diminué de 16% leurs investissements afin de réduire leurs coûts.

Globalement, les producteurs de schiste ont atteint un cash flow négatif de 184 milliards \$ depuis 2010. Il est difficile de trouver une industrie qui jongle avec autant de pertes.

Depuis la crise pétrolière de 2014, 174 entreprises de pétrole et de gaz de schiste ont demandé l'ouverture de faillites afin de restructurer plus de 100 milliards \$ de dettes. Pour le premier trimestre 2019, la tendance continue avec 8 faillites et une ardoise de 3 milliards \$.

Il n'y a que quelques jours, Weatherford a demandé la protection d'une mise en faillite afin de restructurer sa dette de 6,7 milliards \$. Avec un baril dans la zone des 55\$, la contamination va se propager.

A touché le fonds, mais...

Le génie américain du pétrole de schiste a reposé sur deux facteurs : A) une communication portée par les présidents Obama et Trump afin de donner l'illusion d'abondance énergétique et B) d'avoir réussi à financer son développement et ses pertes par les fonds de pensions étrangers (européens et asiatiques) ainsi que par les Banques Nationales comme la BNS Suisse.

Les entreprises de schiste ont peut être touché le fonds, mais elles creusent encore! 2000watts.org 12 Juin 2019